



L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION / MERCREDI 6 MARS 2024 // N°764 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

AU 3^E JOUR DE SA VISITE
AU QATAR

**SAÏD CHANEGRIHA
REÇU PAR
LE REPRÉSENTANT
PERSONNEL
DE L'ÉMIR**

Lire en page 02



PLUS DE 900 MILLIONS
DE BAGUETTES DE PAIN
DANS LES POUBELLES

**LE GASPILLAGE
COÛTE 320 MILLIONS
DE DOLLARS
À L'ÉTAT**

Lire en page 5



ELLE PREND PART
À LA BOURSE
INTERNATIONALE
DU TOURISME DE BERLIN

**L'ALGÉRIE FAIT
LA PROMOTION
DE SES ATOUTS
TOURISTIQUES**

Lire en page 16



**AFFIRMANT QUE L'UTILISATION PAR LES ÉTATS-UNIS DU DROIT
DE VETO ÉTAIT « TOTALEMENT INJUSTIFIÉE »**

L'ALGÉRIE MET EN GARDE CONTRE LES PLANS SIONISTES D'ENVAHIR RAFAH

Lire en page 03



LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

**L'ALGÉRIE
EN A FAIT UNE
PRIORITÉ
ABSOLUE ET
ACCRU SES
EFFORTS**

Lire en page 16



CONFIDENTIEL

LE COUP DE MAÎTRE DU KREMLIN
**EN ALLEMAGNE,
LE «SCANDALE DES ÉCOUTES»
DE LA LUFTWAFFE PAR LA
RUSSIE AFFAIBLIT
OLAF SCHOLZ**



L'opposition demande au chancelier de s'expliquer après la diffusion par Moscou d'une discussion entre officiers supérieurs de l'armée de l'air sur l'hypothèse d'une livraison à l'Ukraine de missiles de croisière Taurus. Le ministre allemand de la défense n'a pas cherché à minimiser la gravité de l'affaire. «L'incident va bien au-delà de l'interception et de la publication d'une conversation, mais fait partie de la guerre de l'information que mène [le président russe Vladimir] Poutine», a déclaré Boris Pistorius, deux jours après la diffusion par la chaîne russe RT d'une discussion entre hauts responsables de l'armée de l'air allemande, la Luftwaffe, dans laquelle il est notamment

question de la livraison à l'Ukraine de missiles de croisière de type Taurus. «Il s'agit d'une attaque hybride de désinformation qui vise à nous déstabiliser, à nous insécuriser et à nous diviser sur le plan politique», a-t-il prévenu, avant d'ajouter : «J'espère que Poutine n'y parviendra pas.» Pistorius a raison de s'inquiéter. Depuis vendredi, ce que les médias allemands ont tôt fait d'appeler le «scandale des écoutes» a plongé le pays dans la consternation. Comment, en effet, expliquer que la Russie, qui plus est dans le contexte géopolitique actuel, ait eu accès à une conversation réunissant quatre hauts gradés de la Luftwaffe, dont son commandant en chef, Ingo Gerhartz ?

La réponse est d'une simplicité consternante : au lieu de communiquer sur un réseau crypté, les quatre hommes se seraient contentés d'échanger sur la plateforme publique de visioconférence WebEx, l'un d'entre eux s'étant connecté avec son téléphone portable depuis une chambre d'hôtel à Singapour. «Il y a des indices selon lesquels un canal de communication insuffisamment sécurisé a été utilisé au regard des contenus manifestement discutés. C'est l'objet des investigations en cours», a déclaré, dimanche, une porte-parole du ministère de la défense, faisant référence à l'enquête confiée dès vendredi au MAD, le service de contre-espionnage militaire.

**La Belgique envoie des aides
humanitaires par voie aérienne à Gaza**

Un avion militaire belge a décollé lundi après-midi, de la capitale, Bruxelles, en direction de la Jordanie, pour acheminer par voie aérienne une aide humanitaire aux habitants de la bande de Gaza. La ministre des Affaires étrangères, Hadja Lahbib, la ministre de la Défense, Ludvine Dedonder, et celle de la Coopération au développement, Caroline Guinez, étaient présentes à l'aéroport militaire de Melsbroek. L'avion transporte des fournitures médicales et du matériel de nettoyage et de stérilisation d'une valeur de 500 millions d'euros. L'avion devrait d'abord atterrir en Jordanie et les aides humanitaires seront contrôlées par les autorités jordaniennes et israéliennes avant

l'opération de largage dans la bande de Gaza. Suite à la guerre et à l'état de siège imposés par Israël, la population de Gaza, et en particulier celle des districts de Gaza et du Nord, vit au bord de la famine, sur fond d'une grave pénurie de nourriture, d'eau, de médicaments et de carburant. Environ 2 millions de Palestiniens de la Bande de Gaza ont été contraints au déplacement à l'intérieur de l'enclave assiégée par Israël depuis 17 ans. Depuis le 7 octobre 2023, Israël mène une offensive meurtrière contre la Bande de Gaza, faisant des dizaines de milliers de victimes, majoritairement des femmes et des enfants, selon des bilans palestiniens et onusiens.

AU TROISIÈME JOUR DE SA VISITE AU QATAR
**SAÏD CHANEGRIHA REÇU PAR LE REPRÉSENTANT
PERSONNEL DE L'ÉMIR**

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP), a été reçu, hier, au troisième jour de sa visite officielle au Qatar pour participer à la 8^e édition de l'Exposition et la Conférence internationales de Doha sur la Défense maritime « DIMDEX-2024 », par Cheikh Jasem Ben Hamad Al Thani, représentant personnel de l'Emir de l'Etat du Qatar, indique le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. « Au troisième jour de sa visite officielle au Qatar pour participer à la 8^e édition de l'Exposition et la Conférence internationales de Doha sur la Défense maritime (DIMDEX-2024), Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'ANP, a été reçu mardi 5 mars 2024 par Son Altesse, Cheikh Jasem Ben Hamad Al Thani, représentant personnel de Son Altesse l'Emir de l'Etat du Qatar », précise la même source.



Au cours de cet entretien, auquel ont pris part M. Khaled Ben Mohamed Al-Attayah, vice-Premier ministre et ministre d'Etat chargé des Affaires de défense, et le Général de Corps d'Armée Hamad Ben Ali Al-Attayah, conseiller de Son Altesse l'Emir pour les Affaires de défense, aux côtés des membres de la délégation algérienne, le Général d'Armée a exprimé « ses sincères remerciements à son hôte pour l'accueil chaleureux et l'hospitalité qui lui ont été réservés », avant de lui transmettre « les salutations de Monsieur le Président de la Répu-

blique, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, adressées à son frère, Son Altesse le Prince Tamim Ben Hamad Al Thani, et à travers lui à tout le peuple qatari frère ».

« A l'entame, je tiens à vous faire part de ma profonde reconnaissance pour cet accueil que vous m'avez réservé. Une occasion que je saisis pour vous faire part des salutations de votre frère Abdelmadjid Tebboune, Président de la République, Chef suprême des Forces armées et ministre de la Défense nationale, qui accorde une importance particulière à la promotion de nos relations militaires bilatérales dans tous les domaines d'intérêt commun », a-t-il déclaré.

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha a évoqué, à cette occasion, « les domaines de coopération militaire qui unissent les armées des deux pays et qui connaît un grand essor sous l'égide indéfectible des dirigeants des deux pays et à la lumière de leur volonté commune de la promouvoir toujours plus et l'amener au niveau souhaité ». « A cet égard, il convient de souligner le

niveau remarquable des relations politiques entre l'Algérie et l'Etat frère du Qatar, et qui constitue une motivation pour nos deux armées à aller de l'avant sur la voie d'une coopération militaire au diapason de ce rapprochement politique distingué et prometteur entre les deux pays », a-t-il indiqué.

« A cet effet, nous pouvons affirmer que nous avons pu, grâce à ces visites mutuelles de différents niveaux, dresser les jalons de nos futures relations bilatérales dans divers domaines, qui seront à même de nous permettre d'identifier ensemble les domaines de coopération possibles et mutuellement bénéfiques », a ajouté le Général d'Armée.

De son côté, Cheikh Jasem Ben Hamad Al Thani s'est dit « très ravi de la participation de l'Algérie à cette exposition, représentée par le Chef d'Etat-Major de l'ANP, valorisant le haut niveau de la coopération militaire entre les deux pays frères, qui reflète le degré élevé de compréhension et de confiance qui caractérise les relations entre l'Algérie et le Qatar à plus d'un titre ».

**ANTIDOPAGE : L'AMA SUSPEND
LE LABORATOIRE DE BLOEMFONTEIN
EN AFRIQUE**

L'Agence mondiale antidopage (AMA) a annoncé, lundi dernier, avoir suspendu le laboratoire de Bloemfontein, le seul de dépistage de drogues accrédité d'Afrique, « en raison de multiples non-conformités » aux normes internationales.

Dans un communiqué, l'AMA a précisé avoir suspendu l'accréditation du laboratoire sud-africain de Bloemfontein pour une période pouvant aller jusqu'à six mois. L'Agence a indiqué avoir reçu la recommandation d'un groupe d'experts

le mois dernier de suspendre son accréditation en raison notamment de « non-conformités en lien avec les documents techniques et le maintien de la restriction d'analyse ». La suspension, en vigueur depuis le 1^{er} mars, interdit au laboratoire de « mener toute activité antidopage, y compris les analyses d'échantillons d'urine et de sang ». Les échantillons en cours de procédure devront être acheminés vers un autre laboratoire accrédité par l'AMA pour la période de suspension.

L'EXPRESS

Quotidien national d'information
édité par la
SARL ADRA COM

Adresse : Maison de la
presse Abdelkader safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger
Tel/FAX Administration
et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION:

ZAHIR MEHDAOUI

zahir.mehdaoui1969@gmail.com

Email:

redaction@express-dz.com

Site Web:

www.lexpressquotidien.dz

/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur
de l'administration
et des finances
NOURDINE BRAHMI
Service-pub@expressquotidien.dz

**Impression SIA
Alger Bab Ezzouar**

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
**L'Entreprise Nationale
de communication d'Édition
et de Publicité»
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur
Alger**

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45
020.05.13.77

Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

AFFIRMANT QUE L'UTILISATION PAR LES ETATS-UNIS DU DROIT DE VETO ÉTAIT «TOTALEMENT INJUSTIFIÉE»

L'Algérie met en garde contre les plans sionistes d'envahir Rafah

L'Algérie a affirmé lundi à New York, que l'utilisation par les Etats-Unis du droit de veto contre le projet de résolution qu'elle a présenté devant le Conseil de sécurité appelant à un cessez-le-feu dans la bande de Ghaza, était «totalement injustifiée».

A l'occasion de la 59^e séance-débat de l'Assemblée générale de l'ONU sur «le veto» américain, le diplomate de la Mission permanente de l'Algérie à New York, Ahmed Sahraoui, a souligné que le projet de résolution présenté par l'Algérie, «sur instructions des plus hautes autorités du pays et en concertation et coordination avec le groupe arabe à New York, était une demande claire aux objectifs évidents, conforme aux appels lancés par des millions de personnes à travers le monde pour un cessez-le-feu immédiat à Ghaza».

La demande de l'Algérie, poursuit-il, «revêtait une importance capitale, d'où l'impératif de la satisfaire, afin qu'elle trouve un écho au sein du Conseil de sécurité, pour préserver la crédibilité de l'ONU et ce qui reste d'humanité dans ce monde, une humanité qui s'effrite à chaque sensation de faim éprouvée par les enfants de Ghaza, à chaque larme versée par une mère qui pleure son enfant, et à chaque soupir d'un père accablé par le chagrin et la douleur de la perte de son enfant à Ghaza».

Le diplomate algérien a également rappelé que l'Algérie «a essayé, lors des négociations, de prendre en compte les propositions des Etats, jusqu'à ce qu'elle parvienne à un texte qui était censé obtenir l'approbation de tous les Etats membres», mais malheureusement, a-t-il déploré, «l'adoption du projet a été empêchée par l'utilisation du veto».

Il a en outre estimé que «le rejet de la demande de l'arrêt de l'agression à Ghaza est totalement injustifié, car ayant exacerbé la souffrance des Palestiniens, et le massacre de la rue Al Rachid n'en est qu'un exemple édifiant», outre «la poursuite des meurtres et tue-



ries qui a entravé la capacité de la communauté internationale d'apporter le soutien en temps opportun, ce qui a été démontré dans les rapports qui affirment que le volume des aides fournies a baissé de moitié ce mois-ci».

Le rejet de l'arrêt de l'agression confirme «l'effet limité» des deux résolutions 2712 et 2720, qui doit être dépassé, d'une part, et montre la justesse de l'affirmation du Secrétaire général des Nations unies, lorsqu'il a déclaré que «le cessez-le-feu à des fins humanitaires est la seule voie pour commencer à satisfaire les besoins urgents des populations à Ghaza», ce qui requiert aujourd'hui «du Conseil de sécurité d'imposer un cessez-le-feu sans délai».

Le diplomate algérien a indiqué que «depuis cinq mois, des êtres humains sont la cible de bombardements de toutes parts, ce qui constitue une punition collective imposée aux Palestiniens», mettant en garde contre les plans de l'occupant d'envahir la ville de Rafah, qui ne feront qu'«aggraver la situation».

Ahmed Sahraoui a souligné que la situation à Ghaza «est désormais insupportable», d'autant plus que les Palesti-

niens sont mis devant le choix terrible d'une mort rapide par des armes sophistiquées qu'il importe d'arrêter de fournir à l'occupant et une mort lente par la famine et la maladie, d'où l'impératif de la levée immédiate du blocus et de l'acheminement des aides nécessaires».

Il a affirmé que «cette situation catastrophique à laquelle nous sommes arrivés, qui est le résultat de l'impunité dont jouit l'occupant habitué au traitement de faveur de la part de la communauté internationale, et qui se croit à l'abri de toute reddition de comptes, appelle à une réflexion sérieuse, car ce que nous voyons aujourd'hui à Gaza aura des conséquences susceptibles de générer un nouveau type de conflits, où les humains seront dépourvus de leur humanité et de leur moralité, pour reproduire des scènes choquantes et effrayantes, que nous pensions disparues du monde d'aujourd'hui».

Pour cela, «nous devons agir sans délai, pour imposer un cessez-le-feu immédiat», partant «de notre foi en les droits fondamentaux de l'homme, la dignité de l'individu et l'égalité des droits des hommes et des femmes et des Nations, les

grandes comme les petites».

L'intervenant a réaffirmé que «la seule solution à la question palestinienne passe par l'accès des Palestiniens à leurs droits légitimes, en tête desquels le droit à l'autodétermination et l'établissement de l'Etat palestinien indépendant, étant la solution approuvée par la communauté internationale, et qui doit être préservée, dans le contexte de la menace existentielle induite par les autorités d'occupation».

Cela ne peut se réaliser qu'«à travers la consécration de la qualité de membre à part entière de l'Etat de Palestine à l'ONU». Ainsi, l'Algérie a réitéré son engagement exprimé par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, d'«œuvrer avec les frères dans le monde arabomusulman et avec tous les Etats qui prônent la justice et la liberté dans le monde en vue de réaliser ce noble objectif».

Depuis le début de l'occupation en Palestine, des petits enfants et des adultes ont été tués, mais aucun Palestinien n'oubliera son droit et sa terre, et personne n'oubliera car la mémoire des peuples vaillants ne connaît pas l'oubli», soulignant que «la machine de guerre barbare ne fera que renforcer la détermination des Palestiniens à établir leur Etat et à rester attachés à leur terre», et affirmant que «la stabilité dans la région ne peut se réaliser qu'en levant l'injustice historique dont le peuple palestinien est victime».

A cet effet, l'Algérie a appelé «la communauté internationale à agir rapidement et sans délai, en commençant par le cessez-le-feu à Ghaza et en balisant la voie pour l'établissement d'un Etat palestinien indépendant avec El-Qods Echarif comme capitale».

Y.S.

LES TERRORISTES DU JNIM DIFFUSENT UNE VIDÉO DES MILITAIRES CAPTURÉS À KWALA POURQUOI LE COLONEL GOÏTA SERAIT INSPIRÉ DE REVENIR À L'ACCORD D'ALGER ET AU CEMOC

On est encore loin des Famas à la reconquête du Nord-Mali. Chaque jour que Dieu fait apporte son lot de détresse pour l'armée malienne. Après la mise entre parenthèses de l'Accord d'Alger de 2015, la mise à l'écart des principaux leaders de la Coordination des mouvements de l'Azawad, les groupes terroristes ont trouvé un terrain propice pour jouer à leur aise. L'Etat islamique au nord-est et la région dite des Trois-Frontières et le groupe Nosrat d'Iyad Ag Ghali font la loi sur le terrain, sans que les Famas ni Wagner ne puissent changer en rien le cours des événements. La junte militaire serait bien inspirée de revenir aux accords d'Alger de 2015 pour se réconcilier avec le CSP et la Coordination de l'Azawad, principaux signataires du Plan d'Alger de 2015, et au CEMOC, commandement opérationnel constitué par les «pays du champ» menés par l'Algérie, dont le siège est à Tamanrasset et dont les effectifs, prévus pour atteindre 75 000 hommes, auraient taillé les groupes terroristes en pièces. Dernier événement malheureux survenu au Nord-Mali : une trentaine de soldats avaient été tués et deux autres faits prisonniers dans l'attaque d'une position militaire malienne. Ainsi, au Mali, le Jnim (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans), lié à Al-Qaïda, a diffusé lundi 4 mars une vidéo des otages maliens capturés près de Kwala, région de Koulikoro. La vidéo diffusée vient une nouvelle fois mettre à mal les déclarations officielles sur la «montée en puissance» de l'armée. Les deux otages y interpellent les autorités dans l'espoir d'être libérés. Visiblement éprouvés, ils s'expriment en bambara devant un tissu cachant le décor. Les deux soldats déclinent leurs noms et matricule, racontent la longue attaque de mercredi dernier, au cours de laquelle tous deux ont été blessés, et demandent aux autorités de transition de les aider. Déclarant - sous la contrainte - être bien traités, ils en appellent aussi aux principaux chefs islamiques du pays, pour qu'ils relaient auprès des autorités la demande des jihadistes : en contrepartie de leur libération, le Jnim exige celle de ses combattants détenus dans les prisons maliennes. Le nombre exact des soldats maliens actuellement otages du Jnim est inconnu, mais ils sont nombreux à avoir été capturés au cours des derniers mois. De précédentes vidéos exhibant d'autres militaires captifs ont déjà été diffusées à plusieurs reprises. Ni l'armée ni les autorités maliennes de transition ne les ont jamais commentées. Pas plus qu'elles n'avaient donné de bilan pour l'attaque de Kwala. La semaine dernière, des Maliens sur place avaient déploré 30 à 32 soldats tués et plusieurs dizaines de blessés ou disparus. Samedi, le Jnim, d'Iyad Ag Ghali, a officiellement revendiqué l'attaque et affirmé avoir tué «plus de trente» militaires, en avoir capturé deux, et récupéré une quantité impressionnante d'armes et de véhicules. Bamako avait de son côté assuré que la réaction de l'armée avait permis de détruire plusieurs bases terroristes.

Par Fayçal Oukaci

Entretien téléphonique entre le Président Tebboune et son homologue mauritanien

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a eu un entretien téléphonique avec son frère le président de la République islamique de Mauritanie, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, lors duquel il lui a renouvelé ses félicitations pour l'adhésion de son pays au Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), indique un communiqué de la Présidence de la République, rendu public hier.

"Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a eu un entretien téléphonique avec son frère, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, président de la République islamique de Mauritanie, pays frère, lors duquel il lui a renouvelé ses félicitations pour l'adhésion de son pays au Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), et lui a adressé ses remerciements pour la présence distinguée de la Mauritanie aux travaux du 7^e Sommet", lit-on dans le communiqué. A cette occasion, le président de la République "a informé son frère, le prési-

dent mauritanien, de la réunion maghrébine tripartite qui a réuni les présidents algérien, tunisien et libyen à l'issue du 7^e Sommet du GECF, tenu à Alger", ajoute la même source. Le président de la République a

également "examiné avec son frère, le président mauritanien, président en exercice de l'Union africaine, des questions africaines d'actualité", conclut le communiqué.

R.N.

RELATIONS ALGÉRO-LIBYENNES

Attaf s'entretient à Djeddah avec le Chargé de la gestion du MAE libyen

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, s'est entretenu, hier, à Djeddah, en marge de sa participation à la réunion extraordinaire du Conseil des ministres des Affaires étrangères (MAE) des pays membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), avec le Chargé de la gestion du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale dans le Gouvernement d'union nationale libyen, Taher Al-Baour, indique un communiqué du ministère. "Les deux parties ont, à

cette occasion, échangé les vues autour des travaux de cette session extraordinaire, consacrée au débat des développements du génocide continu contre le peuple palestinien frère et à l'examen des voies susceptibles de permettre à l'OCI d'intensifier ses efforts pour l'arrêt de l'agression israélienne", précise le communiqué.

La rencontre a également permis de "passer en revue les relations de coopération et de fraternité entre l'Algérie et la Libye et d'examiner les perspectives de leur rapprochement dans le contexte des prochaines

échéances bilatérales, notamment à travers la concrétisation des projets visant à renforcer la communication entre les peuples et pays frères", ajoute la même source. Les deux parties "ont également échangé les vues au sujet de la situation prévalant dans la région et les développements sur la scène libyenne", mettant en avant dans ce cadre "la nécessité de renforcer la coordination bilatérale au niveau des organisations régionales et continentales", conclut le document.

I.Med/Agence

LA TURQUIE NE MÉNAGE AUCUN EFFORT POUR FAIRE CESSER L'AGRESSION SIONISTE À GHAZA

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a affirmé que son pays œuvre par tous les moyens possibles pour mettre un terme à l'agression sioniste dans la bande de Ghaza.

«La Turquie fait tout ce qui est possible pour Ghaza et la Palestine et continuera à le faire», a déclaré Erdogan, lundi soir, au cours d'une conférence de presse au palais présidentiel à Ankara. Il a, en outre, insisté sur la conjugaison des efforts entre les pays musulmans pour faire face à l'entêtement de l'entité sioniste.

«Le monde islamique a besoin aujourd'hui, plus que jamais, d'être uni comme les briques d'un mur», a-t-il martelé.

Hier, de nombreux Palestiniens sont tombés en martyrs et des dizaines d'autres ont été blessés, dans de nouveaux bombardements menés par l'aviation de l'occupation sioniste contre la bande de Ghaza.

Des sources médicales citées par l'agence de presse Wafa ont annoncé qu'au moins sept citoyens sont tombés en martyrs et des dizaines d'autres ont été blessés dans un bombardement aérien mené par les forces d'occupation contre le camp de Jabalia, au nord de la bande de Ghaza.

Les avions de guerre de l'occupant sioniste ont également visé une maison au nord de Beit Lahia, blessant plusieurs citoyens, d'après la même source. L'artillerie de l'occupation a aussi bombardé intensivement la ville de Khan Yunis, au sud de la bande de Ghaza, a-t-on ajouté.

L'armée sioniste mène une agression meurtrière contre la bande de Ghaza depuis le 7 octobre 2023, qui a fait au moins 30 534 martyrs et 71 920 blessés, selon un bilan officiel provisoire donné lundi.

Avec Agence

Agression sioniste contre Ghaza : le bilan passe à 30 631 martyrs et 72 043 blessés



Le bilan de l'agression lancée le 7 octobre dernier par l'armée de l'occupation sioniste contre la bande de Ghaza est passé hier à 30 631 martyrs et 72 043 blessés, en majorité des femmes et des enfants, a annoncé le ministère palestinien de la Santé. Le ministère a également fait état, dans un communiqué repris par l'agence de presse Wafa, de 97 martyrs enregistrés au cours des dernières 24 heures dans de nouvelles agressions sionistes dans le territoire palestinien assiégé. Un précédent bilan faisait état lundi d'au moins 30 534 martyrs et 71 920 blessés. Par

ailleurs, les forces d'occupation continuent d'entraver l'arrivée de l'aide humanitaire à Ghaza, en particulier dans les régions du nord, alors que l'aide qui parvient au sud de l'enclave n'est pas suffisante pour répondre aux besoins des Palestiniens, notamment à Rafah, considérée comme le dernier refuge pour les déplacés. Au cours des derniers jours, l'armée sioniste a délibérément ciblé à quatre reprises, les Palestiniens qui attendaient l'arrivée de cette aide, faisant plus de 100 martyrs et des centaines de blessés.

Y. B.

LES SIONISTES COMMETTENT DES ACTES GÉNÉRALISÉS ET D'UNE BRUTALITÉ ÉPOUVANTABLE

Des tueurs d'enfants et de civils

«Les enfants qui commencent à mourir de faim (...) cela devrait être une alarme pas comme les autres», a déclaré hier Jens Laerke, porte-parole du bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA).

Au total, 13 430 enfants sont tombés en martyrs dans la bande de Ghaza par les frappes aériennes et les opérations terrestres des forces d'occupation sionistes depuis le 7 octobre 2023, a déploré le bureau des médias à Ghaza. Le bilan communiqué lundi par la même source a aussi fait état de 8 900 femmes martyres en 150 jours, ajoutant que 7 000 personnes, dont 70 % sont des femmes et des enfants, sont toujours sous les décombres ou portées disparues.

Le bureau des médias a indiqué que 364 cadres médicaux et 132 journalistes sont également tombés en martyrs durant cette même période.

Alertant contre une famine grandissante dans toute l'enclave de Ghaza, le bureau a accusé l'entité sioniste d'empêcher l'entrée de nourriture et des fournitures humanitaires et de cibler même des véhicules humanitaires tentant d'accéder à la région, faisant des dizaines de martyrs parmi les Ghazaouis cherchant à se procurer de la nourriture pour leurs familles. Un enfant de moins de deux ans sur six souffre de malnutrition aiguë dans le nord de la bande de Ghaza, selon l'OMS, qui décrit une situation "particulièrement grave". L'ONU a exhorté hier le monde à "inonder" Ghaza avec de l'aide pour sauver les enfants mourant de faim, après s'être rendue dans



deux hôpitaux pour la première fois depuis le début de la guerre en octobre.

«Les enfants qui commencent à mourir de faim (...) cela devrait être une alarme pas comme les autres», a déclaré hier Jens Laerke, porte-parole du bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA). L'Organisation mondiale de la Santé a fait état de scènes «sinistres» d'enfants affamés après avoir apporté de l'aide à deux hôpitaux du nord le week-end dernier pour la première fois depuis octobre. Elle a déclaré hier qu'environ 8 000 patients doivent être évacués de la bande de Ghaza, exprimant sa frustration de constater que peu d'entre eux ont jusqu'à présent été transférés hors du territoire ravagé par une guerre génocidaire sioniste. L'OMS a déclaré que «le fait de déplacer ces patients hors de Ghaza allégerait une partie de la pression exercée sur les médecins et les hôpitaux qui luttent pour continuer à fonctionner dans une zone de guerre».

«Nous estimons que 8 000 personnes doivent être orientées hors de Ghaza», a déclaré Rik Peepkorn, le représentant de l'OMS dans les territoires palestiniens, lors d'un point de presse à Genève par liaison vidéo depuis El-Qods occupée.

Parmi eux, on estime que 6 000 sont liés au conflit, parmi lesquels des patients souffrant de multiples traumatismes, brûlures et amputations, a-t-il précisé.

Les 2 000 autres sont des patients réguliers, a-t-il expliqué. Il a indiqué que «l'Égypte, d'autres pays du Moyen-Orient et certains pays d'Eu-

rope avaient proposé d'accueillir des patients et leurs accompagnants».

«Nous aimerions voir, et nous faisons pression pour, une évacuation sanitaire organisée et soutenue. Tout d'abord pour les patients qui en ont besoin et méritent de bénéficier d'un meilleur traitement», a déclaré Peepkorn. «Mais cela aiderait également à atténuer une partie de l'énorme stress que subissent ces services de santé en ruines à Ghaza», a-t-il ajouté. L'entité sioniste a lancé une agression génocidaire contre la bande de Ghaza, depuis le 7 octobre. Les bombardements des forces sionistes ont fait au moins 30 534 martyrs et en ont blessé 71 920, provoquant d'énormes destructions et une pénurie de produits de première nécessité. L'agression sioniste a contraint 85 % de la population ghazaouie au déplacement interne à cause des graves pénuries de nourriture, d'eau potable et de médicaments. L'ONU a fait état, pour sa part, des destructions totales ou partielles de 60 % des infrastructures de l'enclave.

APPEL À «INONDER» GHAZA D'AIDES POUR SAUVER LES ENFANTS MOURANT DE FAIM

Par ailleurs, l'ONU a exhorté, hier, le monde à «inonder» Ghaza d'aides pour sauver les enfants mourant de faim, après s'être rendue dans deux hôpitaux pour la première fois depuis le début de l'agression sioniste en octobre. «Les enfants qui commencent à mourir de faim (...) cela devrait être une alarme pas

comme les autres», a déclaré mardi Jens Laerke, porte-parole du bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA). L'Organisation mondiale de la Santé a fait état de scènes «sinistres» d'enfants affamés après avoir apporté de l'aide à deux hôpitaux du nord le week-end dernier pour la première fois depuis octobre.

Les médecins de l'hôpital Kamal Adwan, le seul hôpital pédiatrique du nord de Ghaza, ont déclaré à l'équipe qu'«au moins 10 enfants étaient morts de faim», a dit Ahmed Dahir, qui dirigeait la mission, lors d'un point de presse à Genève par liaison vidéo depuis le territoire palestinien.

Depuis, le ministère de la Santé a rapporté que le nombre de décès d'enfants à l'hôpital dus à la malnutrition et à la déshydratation était passé à quinze, et que six nourrissons souffrant de malnutrition aiguë courraient un risque grave.

«Si ce n'est pas le cas maintenant, quand est-il temps (...) d'inonder Ghaza avec l'aide dont elle a besoin? C'est ce que nous devons voir se produire», a souligné M. Laerke. L'ONU a averti que la famine dans la bande de Ghaza était «presque inévitable» en raison de l'agression génocidaire sioniste contre la bande de Ghaza. Le bilan de l'agression lancée le 7 octobre dernier par l'armée de l'occupation sioniste contre la bande de Ghaza est passé mardi à 30 631 martyrs et 72 043 blessés, en majorité des femmes et des enfants, a annoncé le ministère palestinien de la Santé.

Yousef S.

PLUS DE 900 MILLIONS DE BAGUETTES DE PAIN DANS LES POUBELLES

Le gaspillage coûte 320 millions de dollars à l'Etat

Le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations a lancé, lundi, une campagne nationale de sensibilisation contre le gaspillage, à travers un spot publicitaire intitulé : "Mobilisons-nous tous pour lutter contre le gaspillage et rationaliser la consommation".

La campagne dont le coup d'envoi a été donné par le ministre du secteur, Tayeb Zitouni au niveau du Centre commercial "Carrefour" à Alger, vise principalement à sensibiliser à l'importance de lutter contre toute forme de gaspillage et à la consommation rationnelle notamment à l'approche du mois de ramadan. Le ministre a souligné à cette occasion l'importance de la solidarité avec les personnes nécessiteuses pour lutter contre le gaspillage, citant à titre d'exemple les quantités de pain gaspillées durant le mois sacré (plus de 100 millions de baguettes), et dont le coût est estimé à 320 millions de dollars par an (près de 900 millions de baguettes). A cet effet, il a été décidé cette année de lancer une action de solidarité avec la participation de la société civile, des autres secteurs ministériels et de tous les acteurs pour lutter contre le phénomène du gaspillage qui impacte divers domaines, dans le but d'inculquer la cul-



ture de la consommation rationnelle. Zitouni a également souligné l'importance du rôle du conditionnement dans la lutte contre le gaspillage afin de permettre au citoyen d'acheter la quantité qui correspond à ses besoins. Par ailleurs, le ministre a souligné l'importance de généraliser le e-paiement, notamment au niveau des centres commerciaux, relevant que 70

% des citoyens payent toujours leurs factures d'achats en espèces. Répondant à une question sur la disponibilité des produits de large consommation lors du mois sacré, Zitouni a assuré que la garantie de la disponibilité des produits en quantités suffisantes est une des principales instructions données par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et sur

laquelle il a toujours insisté. Après avoir affirmé que tous les produits de large consommation et autres produits étaient disponibles sur le marché, le ministre a rassuré en disant que le travail se poursuit pour assurer la distribution de ces produits, le maintien de la stabilité des prix et le respect des marges bénéficiaires par les importateurs et les producteurs. N.S.

ENVIRONNEMENT

Nécessité de renforcer les compétences des bureaux d'études

La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Mme Fazia Dahleb, a appelé, avant-hier, à renforcer les compétences des bureaux d'études et garantir un accompagnement technique efficace aux porteurs de projets. Mme Dahleb s'exprimait lors du lancement officiel du programme national de formation au profit des bureaux d'études agréés par le ministère, supervisé par le Conservatoire national des formations à l'environnement (CNFE), et dans lequel il est mis l'accent sur des thèmes liés à l'étude des risques environnementaux, à l'impact environnemental et à l'audit environnemental. En s'adressant aux représentants des bureaux d'études, d'expertises et de consulting, la ministre a souligné qu'au regard de l'importance des

programmes environnementaux pour le développement économique, "il est impératif d'accompagner les projets d'investissement pour être conformes aux lois en vigueur, et par conséquent la création de bureaux d'études disposant des compétences nécessaires pour assurer un accompagnement technique aux porteurs de projets, est primordiale". Elle a rappelé qu'au paravant des agréments ont été accordés à des bureaux d'études "sans aucun cadre juridique et en l'absence de mesures organisationnelles définissant les spécialités et les normes techniques du mode d'exercice de leurs activités ou celles permettant l'évaluation de leurs compétences et leur suivi". La ministre a ajouté, dans ce contexte, que ces insuffisances sont à l'origine

d'études environnementales "non conformes", menées par certains bureaux d'études, lesquelles ont influé sur les critères d'évaluation en vigueur dans le secteur de l'environnement, à travers notamment le retard accusé dans le traitement des dossiers d'investissement d'une part et dans le retrait des différents dossiers administratifs nécessaires d'autre part, englobant aussi les autorisations d'exploitation pour les entreprises classées. Mme Dahleb a rappelé que cette situation a amené son département ministériel à promulguer le décret exécutif N 23-324 du 6 septembre 2023, définissant les conditions et modalités d'exercice de l'activité des bureaux d'études dans le domaine de l'environnement. R.N.

LE LOT COMPREND DES ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

L'ambassade de Chine en Algérie offre un don au CHU de Sétif

L'ambassade de la République populaire de Chine en Algérie a offert lundi un don comprenant des équipements médicaux au profit du centre hospitalo-universitaire CHU Abdenour Saâdna de Sétif pour des services et consultations médicales en gynécologie obstétrique.

La cérémonie de remise de ces équipements médicaux a eu lieu au CHU, en présence de l'ambassadeur de la République populaire de Chine en Algérie, Li Jian et le directeur

de wilaya de la santé, Ali Benkamlal en plus des cadres du secteur et le président de l'Assemblée populaire communale (APC), Hamza Belayat. L'initiative s'inscrit dans le cadre de la "promotion de la coopération et le partenariat entre les deux pays dans le domaine médical, l'approfondissement des relations et la consolidation des liens d'amitié entre les deux peuples d'autant que les missions médicales chinoises viennent en Algérie de manière

cyclique depuis plus de 60 ans", a indiqué l'ambassadeur qui supervisait l'opération d'octroi de don. L'ambassadeur qui a reçu des explications sur les potentialités dont dispose la wilaya de Sétif dans divers domaines a précisé que "l'effort se poursuivra dans le futur pour développer et hisser le niveau de la coopération et de partenariat entre la République populaire de Chine et l'Algérie dans le domaine académique". De son côté, directeur général

du CHU Mohamed Abdenour Saâdna de Sétif, Abdelaziz Tifour a valorisé à cette occasion l'initiative, estimant qu'elle reflète la solidité des relations entre l'Algérie et la République populaire de Chine. Le don reçu par le CHU de Sétif est composé d'un équipement d'échographie, des appareils d'imagerie vasculaire et des injections électroniques pour faire passer le médicament. R.N.

TRANSPORT URBAIN

L'ETUSA ASSURERA LE SERVICE JUSQU'À 2H DU MATIN DURANT LE RAMADHAN

L'Etablissement public de transport urbain et suburbain d'Alger (Etusa) a prévu un programme spécial pour le mois de Ramadhan pour assurer le service sur le réseau de transport collectif par bus de la capitale jusqu'à 2h du matin, a annoncé un communiqué de l'entreprise.

« A l'occasion du mois sacré de Ramadhan, l'Etablissement public de transport urbain et suburbain d'Alger (Etusa) a mis en place un programme spécial pour faciliter les déplacements des citoyens à travers les quartiers et les communes de la capitale », a-t-elle précisé dans son communiqué.

Ainsi, le programme comprend pendant les jours ouvrables de la semaine 186 lignes assurées par 381 bus la journée et 74 lignes avec 82 bus après « el Iftar » (rupture du jeûne), détaille la même source, précisant que les horaires d'exploitation sont fixés de 06h00 à 18h00 la journée et de 20h00 à 02h00 du matin après « el Iftar ».

Concernant les week-ends, le programme de l'Etusa couvre vendredi avec 183 lignes desservies par 183 bus, tandis que le programme de samedi concernera 186 lignes assurées par 247 bus durant des horaires d'exploitation allant de 06h00 à 18h00 pour la journée et de 20h00 à 02h00 du matin après « el Iftar », selon le communiqué.

Dans le cadre de l'animation des soirées ramadhanesques et afin de permettre aux citoyens de profiter de l'ambiance du mois sacré, l'Etusa sera également présente avec ses bus « City-Tour », à partir du 23 mars pour des visites guidées vers les monuments historiques et les sites religieux, a-t-on précisé. N.S.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

12 MORTS ET 1 010 BLESSÉS EN UNE SEMAINE

Douze (12) personnes sont décédées et 1 010 autres ont été blessées dans 918 accidents de circulation enregistrés durant la période du 24 février au 2 mars, à travers le pays, a indiqué mardi un bilan de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Tébessa avec 2 morts et 29 blessés dans 22 accidents, note la même source.

Les éléments de la Protection civile ont effectué en outre 825 interventions pour procéder à l'extinction de 468 incendies, notamment urbains et industriels, dont les plus importants ont été enregistrés à Alger (39 incendies), Oran (36) et Sétif (25).

Selon le même bilan, 6 996 interventions ont été effectuées par les éléments de la Protection civile durant la même période pour le sauvetage de 632 personnes en situation de danger, ainsi que 6 139 opérations d'assistance diverses. R.N.

SELON LES NATIONS UNIES L'AFRIQUE A BESOIN DE 2 500 MILLIARDS DE DOLLARS POUR LUTTER CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les Nations Unies estiment que l'Afrique aura besoin d'environ 2 500 milliards de dollars d'ici 2030 pour faire face aux répercussions du changement climatique, même si le continent africain contribue au plus faible pourcentage d'émissions de gaz à effet de serre et est exposé à certains des pires impacts.

L'Afrique n'attire que 2 % des investissements mondiaux dans les énergies propres, alors qu'elle doit injecter 2 800 milliards de dollars de financements nécessaires dans ce secteur d'ici 2030.

Chaque personne en Afrique a produit environ 1,04 tonne d'émissions de dioxyde de carbone en 2021 en moyenne, soit moins d'un quart de la moyenne mondiale, selon un rapport conjoint des Nations Unies et de l'Union africaine.

Le taux de réchauffement climatique global en Afrique était de 0,3 degré Celsius sur la période 1991 à 2022, contre 0,2 degré pour l'ensemble du monde, indique le rapport conjoint.

L'économiste en chef pour l'Afrique aux Nations Unies, Hanan Morsi, a mis en garde contre les conséquences du manque de financement suffisant lors d'une conférence à Victoria Falls, au Zimbabwe.

Morsi a souligné que même si l'Afrique produit de faibles émissions par rapport aux autres continents, le changement climatique coûte chaque année aux pays africains 5 % de leur produit intérieur brut.

« Nous nous trouvons dans un cercle vicieux dans lequel le sous-investissement augmente le risque d'exposition et aggrave l'impact, érodant l'espace financier et augmentant encore les coûts de financement », a ajouté Morsi. Morsi a déclaré que la situation est encore compliquée par la dette publique, ajoutant que les pays africains paient un taux d'intérêt plus élevé que les autres pays et dépensent davantage pour le service de la dette ainsi que pour lutter contre les effets du changement climatique.

Le Secrétaire exécutif de la CEA, Claver Gatete, a souligné l'importance de « s'attaquer aux perceptions injustes et aux notations de crédit exagérées » qui limitent l'offre d'opportunités de financement plus flexibles pour l'Afrique. Gatete a souligné les aspects de « considération personnelle » des notations de crédit, qui coûtent à l'Afrique environ 74,5 milliards de dollars.

M.H./ Agences

DÉVELOPPEMENT DE L'AQUACULTURE Badani booste le groupe COSIDER pour ses investissements dans le secteur

Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Ahmed Badani, a reçu, avant-hier, le P-DG du groupe COSIDER, Hamid Khemliche, accompagné du Directeur général (DG) de COSIDER Agrico, Noureddine Bacha, avec lesquels il a évoqué les moyens de développer l'aquaculture dans le cadre des facilités juridiques en vigueur, selon un communiqué du ministère.

Ladite réunion a été l'occasion de présenter les opportunités de développement de la filière aquacole, précise le communiqué, ajoutant que le ministre a passé en revue les mesures incitatives prévues dans la loi de finances (LF-2024) au profit des producteurs et éleveurs du tilapia rouge, et a souligné le suivi constant des différents investissements réussis en la matière. A cette occasion, Badani a salué l'expérience pionnière de COSIDER dans ses bassins d'irrigation agricole dans les wilayas de Khenchla et Biskra, d'une capacité de production qui devrait atteindre 200 tonnes en 2024, soulignant que le secteur misait sur la contribution active de COSIDER à la réalisation des objectifs stratégiques tracés pour développer la filière aquacole en eau douce. Il a affirmé que l'accompagnement permanent et la mise en place de nombreuses mesures incitatives au profit des investisseurs vise à créer une chaîne de production intégrée, à commencer par le développement de l'activité de production d'alevins et de fabrication d'aliments piscicoles et le soutien à la recherche scientifique, jusqu'à l'instauration d'une industrie de transformation des produits aquacoles à travers la création d'un tissu institutionnel privé capable de satisfaire les besoins du marché national et de s'orienter ensuite



vers l'exportation, souligne le communiqué. Le PDG du groupe COSIDER a souligné, quant à lui, la disponibilité de sa société, qui contrôle l'ensemble du processus de production du tilapia rouge, à

augmenter ses investissements en matière d'élevage de ce type de poisson d'eau douce dans ses bassins d'irrigation agricole, et à développer l'activité de production d'alevins. Au terme de cette rencontre,

Hamid Khemliche a réaffirmé la pleine disposition de COSIDER Agrico à contribuer à l'approvisionnement du marché national en tilapia rouge durant le mois de Ramadhan. N.S.

HYDROCARBURES

Protocole d'accord entre Sonatrach et Sinopec pour l'exploration et l'exploitation à Hassi Berkane Nord

Sonatrach et son partenaire chinois Sinopec ont procédé, lundi, à la signature d'un Protocole d'Accord, traduisant la volonté des parties à consolider leurs relations existantes et d'étendre leur coopération, à travers de nouvelles opportunités de partenariat dans le domaine de l'exploration et l'exploitation des hydrocar-

bures, annonce le groupe pétrolier national. « Le Protocole d'Accord a pour objet de définir le cadre de coopération entre les parties dans la perspective de conclure un contrat d'hydrocarbures sur le périmètre en exploration Hassi Berkane Nord, sous l'égide de la Loi n° 19-13 régissant les activités hydrocarbures. » pré-

sente Sonatrach dans un communiqué. La société Sinopec est présente en Algérie depuis 2002 et exploite avec Sonatrach le gisement de Zarzaitine, dans le cadre d'un contrat d'association ayant pour objet, la récupération et la valorisation des hydrocarbures de ce gisement.

M.H.

ALNAFT :

Attestation de préqualification d'opérateur-investisseur à la saoudienne "Midad Energy"

L'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT) a attribué, avant-hier, une attestation de pré-qualification au profit de la compagnie "Midad Energy", pour l'investissement dans le domaine des hydrocarbures en Algérie.

"L'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT) a procédé, le lundi 4 mars 2024, à la remise d'une attestation de pré-qualification, établie au profit de la compagnie Midad Energy", a précisé un communiqué de l'agence.

La cérémonie de remise de cette attestation, présidée par le président du Comité de direction d'ALNAFT, Mourad Beldjehem, s'est déroulée en présence de membres du Comité de direction de l'Agence et du Président directeur général (PDG) de la compagnie "Midad Energy", Sheikh Abdulelah Bin Mohammed Bin Abdullah Al-Aiban, accompagné d'une délégation, a ajouté l'agence.

L'approbation de la demande de pré-qualification de la compagnie "Midad Energy" est pour une durée de cinq (5) années en qualité d'opérateur-investisseur onshore, a fait savoir ALNAFT, tout en soulignant que cette approbation "vient renforcer la liste des compagnies et partenaires pré-qualifiés pour l'investissement dans le domaine des hydrocarbures en Algérie".

"Les efforts de promotion déployés par l'Agence ALNAFT, dans le cadre de la Loi 19-13 sur les hydrocarbures, demeurent permanents pour la promotion du domaine minier Algérien encore largement sous exploré", a-t-on souligné par ailleurs de même source.

R.E.

RÉSEAUX D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ

68 zones d'activité raccordées au niveau national

Le Président-directeur général (P-dg) du groupe Sonelgaz Mourad Adjal a déclaré, lundi, que pas moins de « 68 zones d'activités réparties à travers le territoire national ont été raccordées, à ce jour, aux réseaux d'électricité et de gaz ». Mourad Adjal a précisé, dans une déclaration à la presse en marge de sa visite dans la wilaya de Mascara, que « jusqu'à l'heure actuelle, pas moins de 68 zones d'activités sur 116 réparties à travers l'ensemble du territoire national, ont été raccordées aux réseaux d'électricité et de gaz, outre le raccordement de 38 zones

industrielles sur 49 ». Le P-dg de Sonelgaz dira, d'autre part, que 54.000 exploitations agricoles réparties à travers le territoire national ont été raccordées aux réseaux d'électricité et de gaz. Il a souligné en outre que toutes les wilayas sont concernées par les projets relatifs à la réalisation de centrales photovoltaïques pour la production d'énergie solaire, dont la première phase vise une production de 2.000 mégawatts et la seconde 1.000 mégawatts, annonçant le lancement, durant les années 2025 et 2026, d'un avis d'appel d'offres



national et international pour la production de 3.000 mégawatts supplémentaires. N.S.

SALON INTERNATIONAL DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE D'ORAN

160 participants enregistrés

Des diplomates, notamment de France, de Turquie, du Mozambique, du Burkina Faso, de Mauritanie, ont visité le salon

La sixième édition du Salon international de l'industrie, de l'énergie, de la logistique et de l'exportation (Oran-Invest Expo) a été inaugurée, lundi au Centre des conventions "Mohamed Benahmed" à Oran, avec la participation d'environ 160 exposants nationaux et étrangers. La cérémonie d'ouverture de cette manifestation économique, organisée par l'Agence "Sunflower Communication" et qui s'étale sur quatre jours, a été supervisée par le wali d'Oran, Saïd Sayoud, qui était accompagné du ministre libanais de l'Industrie, Georges Bouchekiane, ainsi que des Ambassadeurs d'Ethiopie, du Mozambique et du Burkina Faso en Algérie, en plus des Consuls généraux de France et de Turquie à Oran. Cette édition, qui est marquée par la participation des Ambassades de plusieurs pays d'Afrique, tels que l'Ethiopie, le Burkina Faso, le Mozambique, la Mauritanie et le Zimbabwe, constitue une aubaine pour les diplomates concernés pour se rapprocher des exposants et des professionnels en



perspective de mettre en valeur les opportunités d'investissement direct et d'exportation des produits algériens et de discuter des moyens d'investir et de promouvoir les exportations avec l'Algérie. Lors de leur visite des différents stands du salon, les ambassadeurs ont exprimé leur volonté de conclure des accords de partenariat entre les opérateurs algériens et leurs homologues africains dans de nombreux domaines, dont entre autres l'industrie agroalimentaire, l'agriculture, les mines, le tourisme et les transports. Le salon rassemble environ 140 entreprises nationales publiques et privées spécialisées dans le domaine de l'industrie et de l'exportation, ainsi que des sociétés étrangères activant en Algérie et d'autres venues de Chine, d'Italie, de Turquie, du Viet-

nam, du Pakistan et d'autres pays, en plus d'établissements bancaires et des compagnies d'assurance. Dans une déclaration à l'APS, le Commissaire du salon, Ahmed Haniche, s'est réjoui de la forte participation que connaît cet événement, constituée de Groupes économiques publics spécialisés dans l'industrie, l'énergie, l'électronique et le bâtiment, ajoutant que ce rendez-vous vise à "créer une dynamique économique, favoriser les partenariats et l'investissement, ainsi qu'offrir un espace d'échange entre professionnels et opérateurs économiques". Il est prévu, en marge de ce salon, la signature d'une quarantaine d'accords de partenariat entre opérateurs locaux et leurs homologues étrangers dans de nombreux secteurs comme l'industrie et le bâtiment. Et pour encoura-

ger les jeunes universitaires et ceux porteurs de projets innovants, un espace d'exposition a été mis gratuitement à la disposition de l'Ecole Nationale Polytechnique d'Oran, l'Université d'Oran 1 "Ahmed Ben Bella" et à 15 startups et auto-entrepreneurs de différentes wilayas. L'objectif est de leur permettre de se rapprocher des opérateurs économiques et, éventuellement, dénicher des opportunités pour la mise en exécution de leurs projets et leur financement. Au menu du salon, également, des conférences et des débats avec comme thèmes des sujets liés aux moyens de développement et de modernisation de l'activité économique, aux partenariats rentables, à l'encouragement des investissements et à la promotion des exportations, a-t-on souligné.

R.R.

AÏN TEMOUCHENT :

L'université algérienne, une locomotive du développement local

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari a indiqué, jeudi à Aïn Témouchent, que "l'Université algérienne, à travers ses innovations et sa créativité, constitue une locomotive pour le développement local et national". Lors d'une visite de travail et d'inspection dans la wilaya, accompagné du ministre de l'Economie de la connaissance, des startups, et des micro-entreprises, Yacine Mehdi Walid, à l'Université Belhadj Bouchaïb d'Aïn Temouchent, le ministre a souligné que "l'Université algérienne, à travers ses innovations et sa créativité, constitue une locomotive de développement local et national et donne à l'Algérie cette dimension internationale qui rayonne à travers le monde". Le ministre a déclaré, lors d'une rencontre avec la

famille universitaire à Aïn Temouchent, que "l'université est considérée comme une institution sociale et l'un des piliers du système social algérien, qui fait partie intégrante de la société locale et nationale". Il a ajouté que "les innovations et la créativité des étudiants créent de la richesse, que ce soit dans le domaine de la création de startups ou de micro-entreprises génératrices d'emploi, conformément au 41ème engagement du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui fait de l'université une locomotive du développement économique local et national". Il a ajouté que "ces innovations sont devenues une base fondamentale pour la réussite dans le parcours académique, car l'inauguration d'un certain nombre de nouveaux espaces à l'Université d'Aïn Temouchent,

tels que le Centre de développement de l'entrepreneuriat, des laboratoires d'intelligence artificielle et des incubateurs d'entreprises, est une formule pour renforcer l'innovation et l'entrepreneuriat et créer un environnement distinctif au sein de la même université, qui contribue à la relance économique aux niveaux local et national". M. Kamel Baddari, accompagné de M. Yacine Mahdi Walid, a supervisé la pose de la première pierre de cinq laboratoires de recherche liés à l'intelligence artificielle, la chimie appliquée, les sciences économiques, les sciences et la technologie, qui seront réalisés sur une superficie de 2.045 mètres carrés, ainsi que la mise en service d'un amphithéâtre à la Faculté des sciences économiques, commerciales et de gestion.

APS

ORAN :

Ouverture du 10^e Salon international de l'agroalimentaire

La 10^e édition du Salon international de l'agroalimentaire (SIAG-2024) a été ouverte, lundi au Centre des conventions "Ahmed Benahmed" d'Oran, avec la participation de 50 exposants. Inauguré par le wali d'Oran, Saïd Sayoud, accompagné du Ministre libanais de l'industrie, George Bouchekiane, l'Ambassadeur du Liban en Algérie, Mohamed Hassan, ainsi que des Consuls et des Ambassadeurs de plusieurs pays, cette 10^e édition est organisée sous le thème : "Notre future commence maintenant". "Cette édition se veut un espace en mesure d'impulser une dynamique dans le domaine de l'agroalimentaire, en créant des opportunités pour réunir les maillons des chaînes de valeur", a souligné dans une déclaration à la presse, en marge de la cérémonie d'ouverture, Bouatou Mourad, Commissaire du salon. Ce salon constitue une

occasion pour les acteurs économiques et les professionnels du secteur agroalimentaire pour présenter leurs produits et services et chercher des opportunités pour l'échange d'expériences et la coopération, a-t-il ajouté. Un riche programme de conférences intitulé "SIAG Show" est prévu en marge de l'exposition, touchant plusieurs thématiques comme la sécurité alimentaire et les transitions écologiques, les défis liés à l'emballage et à la transformation et la sécurité alimentaire, a-t-on encore indiqué. Des activités culinaires et ateliers de cuisine sont également au programme des trois jours de cette manifestation, animés par des chefs connus sur les réseaux sociaux, comme le Chef Hichen Cook, le chef Salah El Batni et le chef Samia Azizi.

APS

BOUIRA

PROMOTION DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

L'encadrement d'une Economie sociale et solidaire (ESS) par des mécanismes juridiques permet de réunir les conditions favorables à son développement, a affirmé dimanche à Bouira le directeur du programme de l'ESS en Algérie, Ghanem Belhoua. S'exprimant lors de la 3^e rencontre régionale tenue sous le thème "L'économie sociale et solidaire pour l'intégration économique durable des jeunes entrepreneurs en Algérie", M. Belhoua, qui est un représentant du ministère du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale, a expliqué qu'il était "nécessaire de trouver d'abord un cadre juridique et des mécanismes pour développer l'écosystème de l'ESS en Algérie". "Il existe de l'économie sociale et solidaire en Algérie mais sous forme d'un patrimoine ancestrale, et de traditions non régies par la loi, comme la touisa, et autres activités de solidarité, mais qui restent non observables en l'absence de lois et de statistiques", a-t-il encore expliqué. Au cours de cette rencontre, qui s'est déroulée en présence de Franchiska Nardini, représentante résidente adjointe du Programme des Nations unies de développement (PNUD) en Algérie, M. Belhoua a précisé qu'il s'agit d'un séminaire organisé dans le cadre de la mise en œuvre de la convention de partenariat signé entre le ministère du travail, l'union européenne (UE) et le PNUD. "Ce programme a pour objectif de proposer des mécanismes et des critères visant à instaurer un système national devant régir l'ESS et renforcer les capacités des institutions et mécanismes de soutien au niveau local et central pour soutenir les porteurs de projets (jeunes et femmes) ainsi que pour leur permettre de créer et de développer leurs entreprises de l'économie sociale et solidaire dans trois wilayas pilotes, à savoir, Bouira, Timimoun et Batna", a-t-il dit. M. Belhoua a encore expliqué qu'il s'agit d'"impliquer les jeunes dans ce programme pour créer une valeur ajoutée au niveau local à travers l'adhésion des entrepreneurs porteurs de projets". Pour sa part, la représentante du PNUD en Algérie, Mme Franchiska Nardini, a estimé que le programme de l'ESS intervient dans un contexte national "propice" pour, a-t-elle dit, "consolider les leviers de la relance économique et leur mise en œuvre". "L'économie sociale et solidaire contribue en effet à la promotion de l'emploi et à la lutte contre le chômage, en appuyant le développement des compétences au sein des petites et moyennes entreprises dans les wilayas ciblées", a souligné la représentante du PNUD. La même responsable n'a ajouté que le même programme de l'économie sociale et solidaire "permet de valoriser les potentialités des territoires en s'appuyant sur le savoir-faire et les champs de valeurs locales et le développement des mécanismes qui favorisent la normalisation de certaines activités économiques, aujourd'hui informelles".

APS

Alors que la situation est critique

L'ONU lance une alerte mondiale

L'alerte mondiale à la pénurie d'enseignants a été lancée lundi lors d'une réunion du Groupe de travail international sur les enseignants pour l'éducation à Johannesburg, en Afrique du Sud, où le Groupe de haut niveau du Secrétaire général des Nations Unies sur la profession enseignante a annoncé une nouvelle série de recommandations pour préserver l'avenir de l'apprentissage pour tous. « Aujourd'hui plus que jamais, nous devons évoluer vers des sociétés apprenantes. Partout dans le monde, les gens ont besoin de compétences, de connaissances et d'éducation de haute qualité. Ils ont avant tout besoin des meilleurs enseignants possibles », a déclaré le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, dans un message vidéo au forum. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) souligne que sept enseignants sur dix du niveau secondaire devront être remplacés d'ici 2030, ainsi que plus de la moitié de tous les enseignants en

lignes directrices élaborées par les experts en éducation. Les réponses à ce défi comprennent des recommandations visant à cultiver un environnement dans lequel les enseignants peuvent conduire le changement pédagogique, favoriser la pensée critique et promouvoir les compétences d'apprentissage modernes.

Le Comité plaide pour que les enseignants soient des partenaires de collaboration plutôt que de simples pourvoyeurs de connaissances. Un financement adéquat des systèmes éducatifs et de l'intégration technologique est essentiel, l'accent étant mis sur le soutien à l'utilisation de l'apprentissage numérique et d'autres technologies. Les taux d'attrition parmi les enseignants du primaire ont presque doublé, passant de 4,62% à l'échelle mondiale en 2015 à 9,06% en 2022, les enseignants quittant souvent la profession au cours des cinq premières années, révèle le rapport. Selon des estimations récentes, le financement d'enseignants supplémentaires coûtera 12,8 milliards de dollars pour l'enseignement primaire universel et 106,8 milliards de dollars pour l'enseignement secondaire universel. Au total, le financement annuel supplémentaire nécessaire pour couvrir les salaires aux niveaux primaire et secondaire d'ici 2030 est estimé à 120 milliards de dollars, si l'on veut atteindre l'objectif de développement durable 4, qui prévoit « une éducation de qualité inclusive et équitable et favorise les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous ». « Pour y parvenir, il faudra investir dans la formation des enseignants, établir des normes d'enseignement professionnel, tenir compte de la voix des enseignants dans les décisions politiques et créer des commissions nationales chargées de lutter contre la pénurie d'enseignants », a déclaré M. Guterres.

D'IMPORTANTES PROGRÈS RÉALISÉS EN AFRIQUE

D'importants progrès ont été réalisés ces dernières années sur le continent africain, a indiqué récemment l'UNESCO qui a salué la décision de l'Union africaine de dédier l'année 2024 à l'éducation. Selon l'agence onusienne, cette nouvelle mobilisation collective est une étape cruciale pour garantir une éducation de qualité pour tous. Le Sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine à Addis-Abeba vient de déclarer officiellement l'année 2024 « Année de l'éducation », appelant tous les gouvernements à redoubler d'efforts en vue d'assurer une éducation de qualité pour tous. « Cette décision de l'Union africaine envoie un signal très fort en faveur de l'investissement dans l'éducation en tant que moteur du développement durable du continent et pour la prise en compte des besoins des jeunes générations », déclare Audrey Azoulay, Directrice générale de l'UNESCO, relevant la volonté de son agence de soutenir les efforts des États africains pour assurer l'universalité de l'enseignement primaire et secondaire, l'accès à un enseignement supérieur de qualité et des opportunités de recherche en Afrique.

Selon l'agence basée à Paris, des progrès significatifs ont été réalisés pour l'accès à l'éducation en Afrique au cours des dernières décennies. Selon le dernier Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2023 de l'UNESCO, la population non scolarisée en Afrique subsaharienne aux niveaux primaire et secondaire a chuté de 44% en 2000 à 29% en 2020. Au cours de cette même période, le taux d'alphabétisation des jeunes en Afrique subsaharienne est passé de 66% à 77,5% et le taux d'alphabétisation des adultes de 52,6% à 64,3%. Et le dernier tableau de bord de l'UNESCO a rappelé l'engagement du continent à réduire

les taux de non-scolarisation dans le primaire de 19% en 2022 à 11% d'ici à 2025.

Les pays africains se sont également engagés à garantir que 79% des enseignants du pré-primaire et 85% de ceux du primaire soient formés, ce qui est crucial compte tenu de la pénurie importante d'enseignants qualifiés sur le continent. L'Afrique compte toujours la plus grande population non scolarisée au monde. Près de 98 millions d'enfants en âge d'être scolarisés ne vont pas à l'école. De plus, 9 enfants scolarisés sur 10 ne peuvent pas lire et comprendre un texte simple à l'âge de 10 ans. D'après l'UNESCO, 77 milliards de dollars supplémentaires sont nécessaires chaque année pour que les pays africains atteignent leurs objectifs nationaux en matière d'éducation et fournissent une éducation de qualité pour tous. Malgré ce besoin de financements, l'aide au développement de l'éducation en Afrique subsaharienne a chuté de 23% au cours de la dernière année enregistrée. Les élèves ont également besoin d'enseignants plus qualifiés : 15 millions d'entre eux doivent être recrutés d'ici 2030 pour atteindre l'objectif d'un enseignement primaire et secondaire universel en Afrique.

PRÈS DE 1,4 MILLIARD D'ENFANTS DE MOINS DE 15 ANS PRIVÉS DE PROTECTION SOCIALE

Près de 1,4 milliard d'enfants, âgés de moins de 15 ans, ne bénéficient d'aucune forme de protection sociale dans le monde, ce qui les rend vulnérables aux maladies, à une mauvaise nutrition et à la pauvreté, selon de nouvelles données publiées mercredi par l'Organisation internationale du Travail (OIT), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'ONG Save the Children. Moins d'un enfant sur dix dans les pays à faible revenu a accès aux allocations familiales, ce qui les rend vulnérables aux maladies, aux lacunes en matière d'éducation, à une mauvaise alimentation, à la pauvreté et aux inégalités. Cela représente une disparité importante par rapport à la couverture dont bénéficient les enfants dans les pays à revenu élevé. Les données montrent qu'il y a eu une modeste augmentation globale de l'accès aux allocations familiales sur une période de 14 ans, passant de 20% en 2009 à 28,1% en 2023. Toutefois, les progrès sont inégaux. Dans les pays à faible revenu, les taux de couverture restent extrêmement bas, aux alentours de 9%. Dans le même temps, 84,6% des enfants des pays à revenu élevé sont couverts.

FAIM ET MALNUTRITION

« Dans le monde, 333 millions d'enfants vivent dans l'extrême pauvreté, luttant pour survivre avec moins de 2,15 dollars par jour, et près d'un milliard d'enfants vivent dans une pauvreté multidimensionnelle », a déclaré Natalia Winder Rossi, Directrice de la politique sociale à l'UNICEF. Les allocations familiales constituent une forme essentielle de protection sociale, destinée à promouvoir le bien-être à long terme des enfants. Versées en espèces ou sous forme de crédits d'impôt, elles sont essentielles pour réduire la pauvreté et permettre aux enfants d'accéder aux soins de santé, à la nutrition, à une éducation de qualité, à l'eau et à l'assainissement. Les données les plus récentes montrent que 829 millions d'enfants dans le monde vivent dans des foyers où le revenu par personne est inférieur à 3,65 dollars par jour et que les progrès en matière de réduction de la pauvreté infantile sont en grande partie au point mort. De nombreux enfants sont ainsi privés de services de base dont ils ont besoin pour échapper à la pauvreté et sont donc exposés à l'impact durable de la faim, de la malnutrition et d'un

potentiel non...
« Au rythme...
des objectifs...
matière de p...
situation es...
Rossi. La rép...
re des presta...
2023 montr...
Pacifique, la...
enfants est p...
en 2023.

PROTECTION SOCIALE

En Afrique...
couverture...
Afrique de l'...
augmenté d...
Nord, la cou...
84,0%. En E...
est passée d...
Des amélior...
au cours de...
sud et les Ca...
sont passés...
régionales e...
grès sont tr...
de la couver...
est margina...
trop d'enfan...
te », a fait v...
départemen...
Les trois or...
nements à v...
soient protég...
tection socia...
familiales ur...
une gamme...
enfants par...
protection s...
familles à d...
essentiels, te...
fants de qua...

75 MILLIONS D'ENFANTS ONT UN BESOIN D'UN SOUTIEN

Le droit à l'...
en cause, n...
chées par d...
entières pe...
l'éducation...
l'ONU. « L'é...
damental et...
ser la paix, p...
soutenir le d...
ré António...
qu'une éduca...
nécessaire a...
té, lutter co...
changement...
paix. Plus de...
de 3 à 18 an...
une crise et...
éducatif, sel...
éducation pe...
les établisse...
diants, les e...
tif, a expliq...
signalé que...
dues aux cor...
d'hui en aug...
millions d'ap...
l'éducation...
néfastes, not...
d'abandon s...
de l'enseign...
dans des gro...
cocos », a dé...
enfants pale...
2023 subiss...
agressions i...
trées par l'ar...
lence perma...
capacité à ac...

Le monde a besoin de toute urgence de 44 millions d'enseignants d'ici 2030 pour faire des objectifs de développement durable une réalité, prévient un nouveau rapport de l'UNESCO publié cette semaine.

postes qui auront quitté la profession d'ici la fin de la décennie. Bien qu'il s'agisse d'un problème mondial, la pénurie d'enseignants touche surtout l'Afrique subsaharienne, où l'on estime que 15 millions de nouveaux enseignants seront nécessaires d'ici 2030. L'effet d'une pénurie mondiale d'enseignants est profond, créant des classes plus nombreuses, des éducateurs surchargés, des disparités éducatives et des tensions financières sur les systèmes éducatifs, ce qui a un impact sur la qualité et l'accès à l'éducation. S'appuyant sur le Sommet historique des Nations Unies sur la transformation de l'éducation en 2022 et soutenues conjointement par l'Organisation internationale du travail (OIT) et l'UNESCO, les recommandations du Groupe de haut niveau se concentrent sur six aspects fondamentaux : la dignité, l'humanité, la diversité, l'équité et l'inclusion, la qualité, l'innovation, le leadership et la durabilité.

SOUTIEN AUX ÉDUCATEURS

« Tout comme les enseignants nous soutiennent tous, il est temps de les soutenir. Assurons-nous qu'ils disposent du soutien, de la reconnaissance et des ressources dont ils ont besoin pour fournir à tous une éducation et des compétences pertinentes et de qualité », a déclaré le chef de l'ONU, António Guterres, plaidant pour une large mise en œuvre des

que dans la bande de Ghaza

Le face à la pénurie d'enseignants

n réalisé.

actuel des progrès, la réalisation s de développement durable en pauvreté est hors de portée. Cette t inacceptable », a ajouté Mme partition régionale de la couverture ations pour enfants entre 2009 et e qu'en Asie de l'Est et dans le couverture des prestations pour assée de 9,2% en 2009 à 16,0%

ION SOCIALE

de l'Est et en Afrique australe, la est passée de 9,6% à 12,3%. En Ouest et centrale, la couverture a e 3,1 à 11,8%. En Amérique du uverture est passée de 78,1% à urope occidentale, la couverture e 91% à 93,2%.

ations plus marquées ont eu lieu la même période en Amérique du arabes, où les taux de couverture de 30,8 à 41,9%. « Les inégalités n matière de couverture et de proès préoccupantes - l'amélioration ture des prestations pour enfants le dans la plupart des régions et ts sont encore laissés pour compaloir Shahra Razavi, Directrice du t de la protection sociale de l'OIT. rganisations appellent les gouverveiller à ce que tous les enfants gés par des mécanismes de prole, notamment par des allocations niverselles. Il s'agit ainsi de fournir complète de prestations pour le biais de systèmes nationaux de sociale qui relie également les les services sociaux et de santé els que des services de garde d'enlité, gratuits ou abordable.

ONS D'ENFANTS ESOUIN URGENT TIEN ÉDUCATIF

éducation est trop souvent remis otamment dans les régions toules conflits, où des populations uvent se voir refuser l'accès à déplore le Secrétaire général de ucation est un droit humain fonun moteur essentiel pour favoriromouvoir des sociétés justes et développement durable », a déclat Guterres. M. Guterres a précisé cation de qualité pour tous était fin de pouvoir éliminer la pauvrentre les inégalités, combattre le t climatique ou promouvoir la 75 millions d'enfants et de jeunes s vivent dans 35 pays touchés par ont un besoin urgent d'un soutien on l'ONU. La violence contre l'éduprendre diverses formes, visant ements d'enseignement, les étunseignants et le personnel éducaté M. Guterres. Le chef de l'ONU a les attaques contre l'éducation nflits et à l'insécurité sont aujourdementation. « En plus de priver des prenants vulnérables de l'accès à cette violence a de graves effets tamment l'augmentation des taux colaire, la perturbation prolongée ement, le recrutement d'enfants upes armés et les grossesses préploré M. Guterres. C'est le cas des stiniens qui depuis le 7 octobre ent dans la bande de Ghaza, les ncessantes et meurtrières perpérmée sioniste. Les effets de la vioonente sur ces enfants et sur leur ccéder à l'éducation sont terribles.



GHAZA, LES ENFANTS, PREMIÈRES VICTIMES DE L'HORREUR

Alors que la malnutrition ravage la bande de Ghaza, les décès d'enfants augmentent de jour en jour, s'alarment les organisations humanitaires. La montée d'effroyables violences a eu des conséquences dévastatrices sur des milliers de familles. Le nombre de victimes est sidérant, parmi elles, un nombre invraisemblable d'enfants. Les femmes et les enfants représentent 70 % des victimes. Le bilan s'alourdit chaque jour de façon stupéfiante. La bande de Ghaza est aujourd'hui l'endroit le plus dangereux au monde pour un enfant. La Cisjordanie occupée est également le théâtre de violences. 2023 aura été l'année la plus meurtrière jamais enregistrée pour les enfants de Cisjordanie occupée. Selon les dernières estimations, dans la bande de Ghaza, 2,2 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire, plus d'un million d'enfants sont affectés par le génocide et 90 % de la population est en situation d'insécurité alimentaire aiguë. Dans l'enclave palestinienne, les maisons et les infrastructures essentielles sont en ruine. 1,7 million de personnes ont été déplacées à l'intérieur du territoire, la moitié étant des femmes et des enfants. La majorité est actuellement hébergée dans 156 abris d'urgence désignés par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). L'unique centrale électrique de la région a épuisé ses dernières réserves d'énergie le 11 octobre. Depuis, l'eau et l'électricité sont coupés, le traitement des eaux usées est suspendu. Les hôpitaux sont débordés, le système de santé effondré et le personnel médical est à bout de souffle. Les bombardements et l'accès humanitaire bloqué ont entraîné des niveaux catastrophiques d'insécurité alimentaire aiguë selon l'IPC. En réalité, cela signifie que pour les familles de Ghaza, la menace de mourir de faim est officielle.

CHAQUE JOUR, DES ENFANTS MEURENT DE DÉSHYDRATATION ET DE MALNUTRITION

Les images et les récits sont sans équivoque. Les enfants sont les premières victimes de ce génocide. Et pour les survivants, une vie bouleversée à jamais. Depuis 5 mois, ils sont confrontés à la violence la plus extrême, à des scènes d'horreurs, à la perte de leurs proches.

Des états de traumatismes profonds qui affectent leur développement et leur avenir. « La santé mentale des enfants est gravement affectée. Ils présentent des niveaux d'anxiété extrêmement élevés, de l'insomnie et une perte d'appétit. Ils subissent des crises émotionnelles et des crises de panique dès qu'ils entendent le bruit des bombardements » a déclaré Jonathan Crickx responsable de la communication du bureau UNICEF Palestine. « Rien ne justifie les meurtres, les mutilations ou les enlèvements d'enfants.

Ce sont des actes qui constituent une violation grave des droits humains et que l'UNICEF condamne avec la plus grande fermeté » a déclaré Catherine Russell directrice générale de l'UNICEF. Chaque enfant, doit être protégé. Tous les enfants de la région vivent dans une insécurité permanente, vivent des traumatismes extrêmes liés à la violence qu'ils ont subi ou dont ils ont été témoins, aux privations, aux déplacements, à la perte ou la disparation de leurs proches. Malgré les multiples appels, l'aide humanitaire est insuffisante et entre au compte-goutte. « Il est impératif que les restrictions d'accès soient levées, que des communications terrestres fiables soient assurées et que la circulation des fournitures humanitaires soit facilitée, afin que les personnes privées d'aide reçoivent l'assistance dont elles ont désespérément besoin. » a déclaré Ted Chaiban directeur général adjoint de l'UNICEF pour l'action humanitaire et les opérations d'approvisionnement. Les organisations humanitaires réitèrent leur appel au respect du droit international humanitaire et à un cessez-le-feu immédiat et durable, seule mesure qui puisse protéger les enfants et garantir leur droit à l'éducation. Si les systèmes éducatifs à Ghaza et en Cisjordanie occupée ont subi des restrictions et des dommages importants bien avant les attaques suite au 7 octobre 2023, les derniers mois ont été particulièrement meurtriers pour les enfants et les attaques sur les écoles ainsi que les restrictions de mouvement ne leur ont pas permis d'accéder à l'éducation à laquelle ils ont droit. « Nos équipes en Cisjordanie travaillent depuis des années pour garantir le droit des enfants à l'éducation, conformément à la Convention relative aux droits de l'enfant, car une éducation sûre et digne est essentielle pour permettre aux familles de rester chez elles, pour prévenir les déplacements et aider à briser les cycles de violence et de pauvreté. Garantir l'accès à l'éducation c'est garantir un avenir à ces enfants, c'est pourquoi les organi-

sations humanitaires soutiennent l'accès à l'éducation pour les enfants en Cisjordanie et à Gaza », déclare Chiara Saccardi, Responsable des Opérations régionales d'Action contre la Faim au Moyen-Orient. En effet, les enfants palestiniens vivant en Cisjordanie luttent pour aller à l'école depuis bien avant octobre 2023. Selon des sources externes, en 2023, 5 870 enfants issus de 117 communautés de Cisjordanie occupée n'ont pas pu aller à l'école primaire et 4 599 autres enfants ont eu des difficultés à accéder à l'éducation en raison des restrictions de mouvement, des contrôles de sécurité et du harcèlement, des intimidations et de la violence dont ils continuent de faire l'objet sur le chemin de l'école. Depuis le 7 octobre 2023, la violence s'est considérablement intensifiée : les forces sionistes et les colons ont tué pas moins de 358 Palestiniens, dont 91 enfants, en Cisjordanie, selon OCHA. L'accès à l'éducation a été gravement entravé, comme en témoigne l'incendie puis la démolition par des colons de deux salles de classe d'une école soutenue par des organisations partenaires d'Action contre la Faim à Khirbet Zanuta, fin 2023.

Quelques semaines plus tard, la population des communautés limitrophes a été forcée de se déplacer et a été relogée, leurs enfants n'ont donc plus pu bénéficier d'un accès à l'éducation. Avant l'escalade du conflit, le droit à l'éducation était limité à Ghaza. Le manque de matériaux de construction empêchait de bâtir de nouvelles infrastructures éducatives ou de réparer celles qui avaient été endommagées par les vagues précédentes d'hostilités. En outre, les écoles de Ghaza étaient souvent fermées pour servir d'abris d'urgence aux personnes déplacées. Aujourd'hui, le droit à l'éducation n'existe plus à Ghaza. Depuis le 7 octobre 2023, plus de 625 000 élèves et 22 564 enseignants dans la bande n'ont plus accès à l'éducation, selon le Bureau central palestinien des statistiques. Par ailleurs, 76 % des écoles de Ghaza sont endommagées ou détruites, tandis que 264 sont utilisées comme abris pour 1,4 million de personnes déplacées à l'intérieur de la bande de Ghaza, selon l'Education Group.

Ces niveaux de violence sans précédent ont exposé des enfants de tous âges à la mort, à des amputations, à la faim, à la maladie et à des événements extrêmement traumatisants tels que la perte de leurs proches. Selon l'Education Group, au 23 janvier, 4 510 élèves et 231 enseignants avaient été tués à Ghaza.

Par Amel B. et Agences

SOUDAN

RÉTABLISSEMENT PROGRESSIF DES SERVICES DE TÉLÉPHONIE MOBILE

Au Soudan, les télécommunications ont été affectées par la guerre qui dure depuis avril 2023. Début février, les opérateurs télécoms ont annoncé une interruption de leurs services pour des circonstances indépendantes de leur volonté.

Zain Sudan a annoncé, le dimanche 3 mars, le rétablissement progressif de ses services après des interruptions survenues il y a quelques semaines. L'organisation britannique NetBlocks, qui observe les cas de restriction volontaire d'Internet dans le monde, a confirmé «une augmentation modeste de la connectivité» de l'opérateur de téléphonie mobile dans le pays. Le 5 février, Zain a annoncé l'interruption de ses services quelques jours après son concurrent MTN. Tout cela intervient alors que le conflit opposant l'armée au pouvoir et les forces paramilitaires depuis avril 2023 se poursuit. En mai 2023, MTN avait déjà annoncé une interruption générale de son réseau et de ses services causée par une pénurie de carburant et une coupure d'électricité. Quelques semaines plus tôt, la société avait reçu l'ordre du régulateur de bloquer puis de rétablir l'accès aux services Internet.

Le rétablissement progressif du service de Zain devrait lui permettre de prendre de l'avance sur son concurrent MTN qui n'a jusque-là fait aucune annonce officielle à ce sujet. La filiale locale de Zain Group peut renforcer sa position sur le marché télécoms national et minimiser l'impact de l'interruption des services sur ses revenus dans un pays qui compte 29,1 millions d'abonnés à la téléphonie mobile et environ 14 millions d'utilisateurs d'Internet, selon la plateforme de données DataReportal.

Zain dit avoir subi des pertes, notamment en raison du coût élevé de la maintenance, de l'achat et de la livraison de carburant dans des zones très dangereuses, ainsi que de la difficulté d'obtenir les pièces de rechange nécessaires après le pillage, l'incendie et la destruction de ses principaux entrepôts à Khartoum.

In Agence Ecofin

NIGERIA

Les licences de 4 173 opérateurs de bureaux de change révoquées

Cette décision de la Banque centrale du Nigeria survient deux jours après que des officiels du pays ont accusé les plateformes d'échanges de cryptomonnaies, dont Binance, de manipulation des taux de change, au moment où le naira s'effondre et où l'inflation progresse.

La Banque centrale du Nigeria a révoqué le vendredi 1er mars 2024, les licences opérationnelles de 4 173 opérateurs de bureaux de change. Il est reproché à ces sociétés exerçant des activités de change (vente et achat de devises étrangères) le non-respect d'au moins une des trois dispositions réglementaires pécifiques. La première disposition porte sur le paiement de tous les frais nécessaires dans le cadre de l'exercice de leurs activités, y compris le renouvellement dans les délais, de la licence d'exercice. La deuxième porte sur le rendu des déclarations conformément aux directives et la troisième sur le respect des orientations et directives



portant sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Cette révocation de licences

survient deux jours après que des officiels nigériens ont expressément accusé les plateformes d'échanges de cryp-

tomonnaies, y compris Binance, de manipulation des taux de change, alors que le naira s'effondre et que l'inflation progresse dans le pays. Pour rappel, la Banque centrale a publié, il y a une semaine, de nouvelles directives visant à renforcer les opérations et le cadre réglementaire des bureaux de change dans le pays. Dans une circulaire en date du 23 février en effet, elle a formulé des directives portant notamment sur les activités des opérateurs de bureau de change, les exigences en matière de licences et de gouvernance, ainsi que des dispositions sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

In Agence Ecofin

CAMEROUN

UNE NOUVELLE USINE DE TRANSFORMATION DE BLÉ

Le Cameroun a réceptionné une toute nouvelle usine qui lui permettra de transformer le blé sur place. La construction de cette usine a été l'œuvre du groupe turc Imas, spécialisé dans la construction des machines industrielles. L'annonce de la livraison de cette usine flambant neuve, a été faite par Imas à Douala le 26 février 2024. Mais l'usine a été livrée depuis décembre 2023 à la société camerounaise World Food Industry, producteur de farine de blé, qui approvisionne un réseau de supermarchés et de boulangeries dans le pays.

Selon les informations, cette nouvelle usine est capable de transformer 160 tonnes de blé par jour en farine. Selon l'entreprise, l'usine produit deux types

de farine qui approvisionnent les supermarchés locaux et les chaînes de boulangerie affiliées à World Food Industry dans plus de 40 communautés à travers le pays.

«Le projet est réalisé sur une base clé en main. L'ensemble du processus de l'usine peut être géré de manière centralisée par un système d'automatisation, depuis la réception du blé jusqu'à l'emballage de la farine. Cette technologie permet même à l'équipe après-vente d'Imas de se connecter à l'usine à distance à tout moment, pour des services d'assistance à distance, y compris l'assistance technique, le dépannage et la vérification», explique le constructeur turc Imas, devenu en 2023 le premier exportateur de Turquie dans les

catégories des machines de broyage de céréales et d'aliments pour animaux, selon l'Assemblée des exportateurs de Turquie.

World Food Industry se dote ainsi de son 2e moulin après celui livré en 2021 à Yaoundé, la capitale camerounaise, avec la même capacité d'écrasage du blé. Le montant de l'investissement n'a pas été précisé, encore moins le nombre d'emplois créés grâce à cette nouvelle unité de production du minotier camerounais. Au Cameroun, le blé est la deuxième céréale la plus importée après le riz. En 2022, le Cameroun en avait importé 920.400 tonnes, selon les données de l'Institut national de la statistique (INS).

In Actu Cameroun

TUNISIE

Céramique et plantes médicinales, tête de pont de l'intégration en Afrique

La Tunisie a choisi la branche des céramiques et la filière des Plantes Médicinales (PAM) en tant que secteurs potentiels verts pour plus d'intégration en Afrique, et ce, suite à des concertations avec les ministères du Commerce et du développement des exportations et de l'Industrie, des mines et de l'énergie dans le cadre du «Projet d'Inclusion d'Initiatives Vertes dans la mise en œuvre des Stratégies Nationales de la ZLECAF» (PIIVSN). Mis en œuvre par la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), le PIIVSN vise à soutenir la formulation et l'adaptation des stratégies nationales de développement des chaînes de valeur vertes nationales et régionales prometteuses, a indiqué Lotfi Hamza consultant à SustainNeopath, au cours d'un séminaire national organisé, ce lundi, sur les résultats de l'étude nationale sur le développement du commerce entre les pays membres de la ZLECAF. Cité par TAP, il a fait savoir dans ce cadre qu'un plan d'actions (25 aspects) a été identifié et sera discuté avec le secteur privé et les patronats pour apporter les change-

ments nécessaires suite aux recommandations. Pour la branche des céramiques, l'étude menée a permis d'identifier deux filières prometteuses à savoir les carreaux et sanitaires et les articles ménagers et celles des cosmétiques et des nutraceutiques pour la filière des PAM, a fait remarquer le consultant. La Tunisie peut se ressourcer en matières premières comme le «kaolin et le feldspath», importés actuellement de Turquie et d'Espagne, à partir de l'Afrique du Sud, du Maroc et du Sénégal, et ce, sans droit de douane pour les exporter par la suite sur le marché mondial, a indiqué Hamza. Pour cette branche, le plan d'action a révélé également, que la présence d'industriels tunisiens en côte d'Ivoire ou au Kenya est prometteuse, et pourrait évoluer dans le cadre d'un pacte entre les secteurs privé et public. Pour la filière PAM, le plan d'action a mis l'accent sur le potentiel d'approvisionnement à partir des pays africains en matière premières dont à titre d'exemple certaines plantes permettant de produire les huiles essentielles tel que le Jatropha en Afrique de l'Ouest outre la nécessité d'améliorer la transformation industrielle (deuxième transformation). Quant à la

CNUCED, elle a identifié dans le cadre du PIIVSN huit secteurs, à savoir les Produits de la mer et leurs dérivés, les dattes et les produits alimentaires transformés à base de dattes, les plantes aromatiques et médicinales, les produits alimentaires à base de blé, le papier et les produits du papier, les produits basés sur les textiles, les produits céramiques et les produits industriels verts, a rappelé la sous-directrice au Bureau de la Coopération et des relations extérieures au ministère de l'Industrie, Malak Najjar. La priorisation de deux secteurs pour la Tunisie qui repose sur une matrice d'évaluation des huit secteurs de la CNUCED a été menée dans le cadre d'une concertation entre les ministères de l'Industrie et du Commerce avec les différentes parties prenantes, a-t-elle rappelé. Et d'ajouter que cette matrice a permis d'évaluer les secteurs en question selon neuf paramètres à savoir l'importance du secteur en termes d'emploi, le potentiel en matière de création de la valeur ajoutée, la synergie avec la stratégie ZLECAF, la synergie avec les stratégies nationales en matière d'industrie, de climat et d'environnement et la compétitivité dans la région.

Il s'agit également, du taux de d'intégration dans le marché Afrique du Nord, les effets des changements climatiques sur la production, l'impact environnemental et la chaîne de valeur intégrée dans d'autres études réalisées ou en cours de réalisation en Tunisie, a-t-elle précisé. De son côté, le chargé des affaires économiques à la CNUCED, Robert Hamwet, a rappelé que le projet de développement des composantes vertes pour les stratégies nationales de mise en œuvre de la ZLECAF s'étale sur trois ans (mai 2022/décembre 2024) et couvre 19 pays dans les cinq régions du continent. Financé par l'Agence danoise pour le développement international (DANIDA), ce projet qui est mis en œuvre par la CNUCED et la CEA, vise à développer des stratégies et des actions pour la création de la valeur ajoutée et l'adaptation aux changements climatiques au niveau des valeurs vertes à fort potentiel.

Il s'agit également, d'identifier des options pertinentes au niveau national, dans le cadre du processus de mise en œuvre de la ZLECAF, afin de soutenir les chaînes de valeur vertes et s'adapter aux changements climatiques.

In African Manager

ÉQUIPE NATIONALE :

Repartir "d'une manière positive"

Le nouveau sélectionneur national, Vladimir Petkovic, s'est focalisé dans la conférence de presse donnée lundi dernier sur le grand potentiel de joueurs disponibles et sur la nécessaire continuité du travail déjà accompli tout en apportant sa touche personnelle.

Le nouveau sélectionneur de l'équipe nationale de football, le Bosnien Vladimir Petkovic, a déclaré lundi à Alger qu'il comptait "repartir à zéro mais d'une manière positive" avec les "Verts" sans pour autant remettre en question "le bon travail" effectué par son prédécesseur Djamel Belmadi. "Comme dans tout processus ça peut commencer par des succès et se terminer par des échecs. Le plus important est de fermer une porte et d'ouvrir une nouvelle par mon arrivée. Il est important de repartir à zéro d'une manière positive et faire en sorte que les joueurs puissent être à la hauteur d'un public fier qui attend des résultats", a indiqué Petkovic lors d'une conférence de presse tenue au stade Nelson-Mandela de Baraki. La Fédération algérienne de football (FAF) a annoncé jeudi la nomination de Vladimir Petkovic (60 ans) à la tête de la sélection algérienne, en remplacement de Djamel Belmadi. Arrivé à Alger dans la nuit de dimanche à lundi, l'ancien sélectionneur de la Suisse a signé officiellement ce lundi un contrat d'objectifs jusqu'en juillet 2026, lors d'une cérémonie tenue au siège de la FAF à Dely-Brahim (Alger). "Le premier objectif est de se qualifier pour la prochaine CAN-2025 et de voir plus haut par la suite. Nous visons également la qualification au Mondial 2026 qui reste le principal objectif", a-t-il ajouté. Pour Petkovic, "il faut se concentrer sur ce qui se présente aujourd'hui sans trop regarder ce qui s'est passé avant. Ce que je peux dire, c'est que le travail fait avant moi était très bon, mon rôle est d'apporter une touche supplémentaire pour améliorer les choses. Notre objectif est de redonner de la joie au peuple algérien". Par ailleurs, l'ancien coach de la Suisse (2014-2021) a parlé de son premier contact avec le président de la FAF, Walid Sadi, et la raison qui l'a poussé à accepter ce nouveau challenge. Je suis venu ici pour gagner. Dès notre première réunion j'étais très enchanté de venir



travailler en Algérie. Au départ, les contacts sont pris avec des pincettes, mais après deux ou trois rencontres, je me suis aperçu des possibilités et des objectifs à réaliser avec l'Algérie". Concernant la composante avec laquelle il compte entamer ses fonctions, Petkovic ne compte pas chambouler l'effectif pour le moment "Je vais faire jouer les meilleurs peu importe l'âge, j'espère que tout le monde sera en possession de toute sa forme pour pouvoir venir. Pour l'instant, aucun joueur n'est exclu du projet. Parfois, en fonction des situations il faudra décider de qui devra rejoindre l'équipe", a-t-il assuré. Et d'enchaîner : "Il y a une équipe bien soudée et qui a du grand potentiel. Je demeure très positif et je compte faire un grand travail et réaliser de bons résultats avec l'aide de tout le monde. L'équipe a connu par le passé de grands succès, il est important maintenant de continuer dans cette lancée". Réputé par sa rigueur et son sérieux, Petkovic a affirmé que, pour une première étape, "il est important de connaître les qualités de chaque joueur pour améliorer

ce qu'il y a à améliorer. Je dois fixer des règles qui sont les mêmes pour tous. Il existe un vrai potentiel, ce qui va nous aider à atteindre nos objectifs". Interrogé sur le fait de travailler en Afrique pour la première fois, l'ancien coach de la Lazio de Rome (2012-2013) compte relever le "défi". "C'est un défi de découvrir un nouveau continent mais je me suis renseigné. En tant qu'entraîneur, j'ai eu affaire à beaucoup de joueurs africains. Le football est un jeu international, ce n'est plus un problème que des joueurs évoluant en Europe viennent jouer en Afrique. Je connais beaucoup de joueurs, j'ai suivi la dernière CAN-2023, mais avoir un contact direct avec les joueurs est une autre paire de manches", a-t-il souligné. Le nouveau sélectionneur a dit connaître l'engouement qui existe en Algérie autour de l'équipe nationale, un élément qui constitue "une source de motivation". Il a ajouté que son objectif "est de faire bouger les choses autour de cette équipe où il y a beaucoup de satisfactions". Le nouveau coach des "Verts" signera ses débuts durant ce mois mars à

l'occasion du tournoi "FIFA Series 2024", au cours duquel, l'équipe nationale disputera deux matchs amicaux : le vendredi 22 mars face à la Bolivie au stade olympique du 5-juillet d'Alger (22h00) et le mardi 26 mars devant l'Afrique du Sud au stade Nelson-Mandela de Baraki (22h00). Le nouveau sélectionneur de l'équipe nationale de football, le Bosnien Vladimir Petkovic, a ajouté «qu'il vient de signer un contrat avec une sélection qui appartient à un grand pays de football". "Je viens de signer un contrat avec une sélection qui appartient à un grand pays de football. J'ai pris en mains une équipe qui est bien soudée sur le plan sportif. Je reste très positif à l'idée de parvenir à faire un grand travail avec la sélection algérienne et bien sûr à réaliser de grands résultats avec l'aide de mes collaborateurs", a déclaré Petkovic lors de sa première conférence de presse tenue à la salle de conférence du stade olympique Nelson Mandela à Baraki (Alger). Pour le nouveau sélectionneur de l'équipe nationale, "le plus important est de miser sur la cohésion et la solidité du groupe en tant qu'entité et non pas sur les individualités", soulignant que "le premier objectif est de s'améliorer pour atteindre nos objectifs dont le plus important est la qualification au prochain Mondial". Le Bosnien Vladimir Petkovic a paraphé lundi matin son contrat avec la FAF jusqu'en 2026. La cérémonie de signature entre le coach national Vladimir Petkovic et le président de l'instance fédérale Walid Sadi, s'est déroulée au siège de la FAF Petkovic avait rallié Alger dimanche soir où il a été accueilli par le président de la FAF, Walid Sadi, à l'aéroport international Houari Boumediene. Le nouveau sélectionneur national aura pour mission de qualifier les Verts à la CAN 2025 et au Mondial 2026.

R.S.

AU PROFIT DE JOURNALISTES SPORTIFS

Laagab préside l'ouverture d'une session de formation

Le ministre de la Communication, M. Mohamed Laagab, a présidé, lundi, au siège du ministère, l'ouverture d'une session de formation au profit de 50 journalistes sportifs et présentateurs de journaux et programmes télévisés, visant à promouvoir la performance des médias sportifs nationaux. Dans une allocution prononcée à cette occasion, en présence du ministre de la Jeunesse et des Sports, Abderrahmane Hammad, et de directeurs d'établissements médiatiques, M. Laagab a affirmé que "la formation est un processus continu et ininterrompu dans toutes les spécialités, compte tenu des évolutions enregistrées dans tous les domaines de la vie, y compris le travail médiatique. En fonction également du développement des moyens utilisés, de la multiplicité des difficultés et de la multitude de publics", estimant "nécessaire pour le journaliste de développer lui aussi ses compétences en s'appuyant sur la formation continue". Et de rappeler, à cet égard que la loi sur l'information en Algérie "comporte un article clair et explicite sur l'obligation de formation dans les établissements médiatiques, qui sont tenus d'y allouer un budget spécifique". Le ministre a, à ce propos, mis en avant les efforts de

son département ministériel dans "l'accompagnement des établissements médiatiques pour que des formations de qualité soient dispensées permettant aux journalistes de développer leurs connaissances et de parfaire leurs méthodes de travail", précisant que "les formations sont sanctionnées par des attestations". Assurant que son ministère "continuera à organiser de telles sessions pour promouvoir la performance des médias nationaux", M. Laagab a rappelé la session de formation organisée au profit de 300 journalistes avant le 7^e

Sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), qui s'est tenu à Alger.

Il a cité également les nombreux séminaires et rencontres organisés avec la participation d'experts internationaux pour garantir une formation de qualité, et la formation de dix journalistes dans le domaine de la Bourse. Il a annoncé, par là même, "l'organisation, jeudi prochain, d'une journée d'étude au profit de quelque 250 journalistes sportifs, coaches, critiques et analystes (...) qui sera sanctionnée par des recommanda-

tions qui constitueront une charte d'éthique de la presse sportive". Le ministre a également annoncé "le lancement d'une session de formation après le mois de Ramadhan, en accord avec le Conseil du renouveau économique algérien (CREA), pour former des journalistes dans le domaine économique avec ce qu'il renferme comme spécialités", appelant les bénéficiaires à "acquérir un maximum de connaissances en tirant parti des expertises (...) et à les transmettre à leurs collègues".

APS

Para-powerlifting/Mondial :

Médaille de bronze pour Aymen Khodja

Le para-powerlifter algérien, Aymen Khodja a remporté la médaille de bronze, lors de la 3e journée de la 13e Coupe du Monde de la discipline en handisport, à Fazza à Dubaï (Emirats arabes unis), une des trois dernières compétitions qualificatives aux Jeux paralympiques de Paris-2024. Khodja a réussi une 3e place

dans la catégorie des 59kg, après avoir soulevé une charge de 162kg à son 1er essai, avant d'échouer sur 167kg, à deux reprises. La médaille d'or est revenue à l'Iranien Mohsen Bakhtar (196kg), devant le Brésilien Franca-Junior Joao Maria (171kg). Le podium de la catégorie est revenu, respectivement, à la

Chinoise Lingling Guo, médaillée d'or avec 121kg, suivie de la Turque Nazmiye Muratli (120kg) et la Britannique Zoe Newson, avec la même charge, mais un poids de corp défavorable. " Notre objectif principal est toujours de qualifier un maximum d'athlètes au rendez-vous paralympiques de Paris. A

partir de là, nos athlètes sont tenus, au moins, de préserver leur classement de qualification, progresser et surtout ne pas faire surclasser par leurs concurrents directs dans la catégorie", a ajouté l'entraîneur national, concluant que la qualification pour les paralympiques est ouverte jusqu'au 26 juin 2024.

APS

CELEBREE ET MISE A L'HONNEUR PAR GOOGLE LE 4 MARS

Taos Amrouche, l'écrivaine kabyle aux mille facettes



Taos Amrouche suivra sa trace musicale en interprétant à son tour des chants amazighs. Avec près d'une dizaine de disques, «sa voix s'élevait aussi dans le chant traditionnel, où elle captivait par sa puissance et sa profondeur».



Les chants de
**TAOS
AMROUCHE**

Chants berbères
de Kabylie

Anthologie
officielle

FRÉMEAUX & ASSOCIÉS

Le lundi 4 mars, Google a mis à l'honneur l'artiste Taos Amrouche, un nom important pour la culture kabyle. Mais qui se cache derrière le nouveau doodle de Google ce lundi ?

Vêtue d'un voile blanc et de splendides bijoux, le dessin élaboré par l'artiste américaine Lydia Nichols représente Taos Amrouche, une écrivaine et chanteuse kabyle. 111 ans après sa naissance, le 4 mars 1913, l'artiste a toujours une grande importance dans la culture amazighe. Voici pourquoi.

Née en Tunisie de parents kabyles, Taos Amrouche - Marie-Louise Taos Amrouche de son vrai nom - grandit avec ses parents en Algérie, chez ses grands-parents. Puis, c'est l'arrivée en France. Taos Amrouche y devient la première écrivaine algérienne à publier un roman en français en 1947. Il s'appellera «Jacinthe noire». Le livre y évoque la vie de sa mère, Fathma, à travers son adolescence dans un pensionnat de jeunes filles en France. Elle le signe du nom de Marguerite Taos, celui de sa mère, pour qui elle éprouve énormément

de reconnaissance. Sa mère également a aussi contribué à enrichir la culture amazighe avec des contes et des chansons. Taos Amrouche suivra sa trace musicale en interprétant à son tour des chants amazighs. Avec près d'une dizaine de disques, «sa voix s'élevait aussi dans le chant traditionnel, où elle captivait par sa puissance et sa profondeur».

En parallèle, elle continue l'écriture de romans, tout aussi importants aujourd'hui. «L'œuvre littéraire de Taos Amrouche, telle que «Le grain magique» ou «L'amant imaginaire», témoigne de sa sensibilité artistique et de son engagement pour la préservation des traditions berbères». Artiste plus que complète, Taos Amrouche aura également contribué à enrichir la culture à travers ses recherches ethnographiques. «Elle a ainsi contribué à la compréhension et à la valorisation des cultures berbères. Son héritage est marqué par un attachement indéfectible à ses racines et par un désir ardent de les transmettre aux générations futures».

I.Med

CHANTS TRADITIONNELS, ANTHROPOLOGIE, LITTÉRATURE ET PEINTURE

Le parcours exceptionnel de la fille d'Ighil Ali

Taos Amrouche, de son nom complet Marie-Louise Taos Amrouche, née le 4 mars 1913 à Tunis et morte le 2 avril 1976 à Saint-Michel-l'Observatoire (Alpes-de-Haute-Provence), est une écrivaine d'expression et de nationalité françaises et une interprète de chants traditionnels kabyles, dont la famille est originaire de la région Ighil Ali en Algérie. Elle est la fille de Fadhma Aït Mansour Amrouche et la sœur de Jean Amrouche.

Elle est également connue pour avoir signé sa deuxième œuvre (Recueil de contes et proverbes) sous le nom de Marguerite Taos Amrouche, ajoutant le prénom chrétien de sa mère au sien.

Taos Amrouche est issue d'une famille kabyle d'Algérie. Marie-Louise est son prénom chrétien. Ses parents, Antoine-Belkacem Amrouche (vers 1880-1958) et Marguerite-Fadhma Aït Mansour (vers 1882-1967), sont tous deux des Kabyles convertis au catholicisme dans leur jeunesse. Ils se sont mariés vers 1898. Après avoir vécu chez les parents de Belkacem dans un village des monts Bibans de l'actuelle commune d'Ighil Ali, Bgayet, en Kabylie, Algérie, où son frère Jean Amrouche est né en 1906, ils quittent la Kabylie pour s'installer à Tunis en 1910. Ils y obtiennent en 1914 la nationalité française de plein droit.

Elle obtient le brevet supérieur à Tunis puis s'installe à Paris et se consacre aux chants kabyles.

Son premier roman, «Jacinthe noire», est publié en 1947, six ans après la fin de sa rédaction com-

mencée entre 1935 et 1937.

Dans «Jacinthe noire», Taos Amrouche fait une utilisation particulière et réflexive du «je», puisqu'il est utilisé par la narratrice pour décrire une jeune reine, qui est aussi l'autrice. Le roman raconte l'histoire de Reine, personnage envoûtant et marginal venu de Tunisie, qui est accueillie par Maïthé dans une pension de famille. Reine est si différente qu'elle finit par en être chassée. Reine, qui vit dans une grande solitude, éprouve le besoin d'être appréciée et comprise, mais, d'une sensibilité malade, elle se sent exclue du groupe. «Jacinthe noire» est un roman intimiste.

La mère de Taos Amrouche est une enfant naturelle, devenue tardivement catholique. La famille fréquente des exilés

et des marginaux et Taos et son frère se sentent «à part». Ces éléments sont repris dans ses romans, notamment «Rue des tambourins», qui est autobiographique.

Son œuvre littéraire, au style très vif, est largement inspirée par la culture orale de Kabylie dont elle est imprégnée par l'influence de sa mère, mais aussi par son expérience de femme, ce qui fait qu'elle a pu être qualifiée de «narcissique». En signe de reconnaissance envers sa mère, qui lui a transmis tant de chansons, de contes et d'éléments du patrimoine oral, elle signe Marguerite-Taos le recueil «Le Grain magique», joignant à son prénom celui sous lequel sa mère a reçu le baptême.

Parallèlement à

sa carrière littéraire, elle interprète de très nombreux chants kabyles. Ces textes sont par ailleurs traduits par son frère Jean. Dotée d'une voix exceptionnelle, elle se produit sur de nombreuses scènes, comme au Festival des arts nègres de Dakar en 1966. Lors du Festival culturel panafricain d'Alger en 1969, elle s'y rend pour chanter devant les étudiants d'Alger.

Elle fut l'épouse du peintre français André Bourdil, Prix Abd-el-Tif 1942.

Taos Amrouche a recueilli des contes que sa mère lui a racontés dans son enfance. Ce sont des récits venus de Kabylie, du côté des hautes montagnes qui bordent le nord du Sahara.

I.Med

FILLE DE FADHMA AÏT MANSOUR, AUTEURE DE «JACINTHE NOIRE»

Une vie, une œuvre

Fille de Fadhma Aït Mansour, auteure de Histoire de ma vie (autobiographie posthume, publiée en 1968), et sœur du poète-écrivain Jean Amrouche, Marie-Louise Taos dite Taos Amrouche est née à Tunis en 1913, mais sa famille était originaire du village d'Ighil-Ali, en Petite Kabylie. Taos Amrouche sera donc formée à la double culture berbère et française. Elle est la première romancière algérienne de langue française avec son roman «Jacinthe noire», publié en 1947, mais aussi la célèbre interprète des chants traditionnels berbères transmis par sa mère. Taos Amrouche entreprend la collecte de ces chants dès 1936. Elle monte son premier

répertoire et se rend, en 1939, au Congrès de la Musique où elle présente pour la première fois au public quelques chants rituels berbères du Djurdjura. Repérée à cette occasion, elle obtient une bourse d'études pour la Casa Velazquez, à Madrid, où elle s'intéresse, pendant deux ans, aux anciens chants espagnols qu'elle interprétera par la suite. C'est au cours de ce séjour en Espagne qu'elle rencontre le peintre André Bourdil, qui devient son mari. Le couple s'installe définitivement à Paris en 1945. Rapidement, Taos Amrouche est reconnue comme la spécialiste des chants berbères. Elle enregistre plusieurs disques, notamment Chants berbères de Kabylie qui lui vaut le grand prix

de l'Académie du disque en 1967. À partir de 1949, elle réalise des émissions radiophoniques telles que «Chants sauvés de l'oubli», «Souvenons-nous du pays», ainsi que «L'Étoile de Chance». Son œuvre littéraire, largement inspirée de la culture orale, dont elle est imprégnée, et de sa propre vie, explore le déracinement, l'exil, la solitude et exprime le besoin d'émancipation des femmes.

Taos Amrouche meurt à Saint-Michel-l'Observatoire, près de Paris, en 1976. Son dernier roman, «Solitude ma mère», resté inédit jusqu'en 1995, est publié par Joëlle Losfeld, éditrice de la majeure partie de l'œuvre.

I.Med

République Algérienne Démocratique et Populaire

WILAYA DE SETIF

DAIRA DE MAOKLANE

COMMUNE DE TALA IFACENE

N° Indenté fiscale :000319429047336

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 01/2024

Conformément à la disposition de l'article 43 du décret présidentiel N° 247/15 DU 16/09/2015 portant la réglementation des marchés publics et des délégations de service public et l'article 39 de la loi n°23-12 du 08/05/2023 précise les règles générales applicables aux marchés publics. Le président de la Commune de TALA IFACENE lance un avis d'appel d'offres national ouvert pour :

PROJET: RÉHABILITATION DES ÉCOLES PRIMAIRES ET CANTINES SCOLAIRES:
ILOT N°01: ÉCOLE PRIMAIRE ZIANI MASSAOUD DU SUD.
ILOT N°02 : ÉCOLE PRIMAIRE ALLALI SAAID OULED YAHIA.
ILOT N°03 : ÉCOLE PRIMAIRE MAAZOUZI AKLI LAKSEUR

Les conditions de Participation: Les entreprises répondantes aux conditions suivantes:

- Avoir une qualification dans le domaine "Bâtiment" catégorie deux (02) ou plus comme activité principale.

- Les intéressés par le présent avis peuvent soumissionner et retirer le cahier des charges auprès de la commune de Tala ifacene "bureau des marchés" contre paiement d'un montant de 5.000,00 DA libellé au Compte de Monsieur LE TRESORIER COMMUNAL DE MAOKLANE dès la première parution du présent avis dans deux journaux nationaux et BOMOP.

Les Offres doivent parvenir au plus tard **Dix (10) jours** calendaires à compter de la première parution du présent avis dans deux journaux nationaux et BOMOP.

Les Offres seront déposées dans le siège de la commune de Tala ifacene "bureau des marchés" dans une enveloppe extérieure cachetée et anonyme ; comportant la mention :

«À n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres»

Appel d'offres national ouvert N° 01/2024

PROJET: RÉHABILITATION DES ÉCOLES PRIMAIRES ET CANTINES SCOLAIRES:
ILOT N°01: ÉCOLE PRIMAIRE ZIANI MASSAOUD DU SUD.
ILOT N°02 : ÉCOLE PRIMAIRE ALLALI SAAID OULED YAHIA.
ILOT N°03 : ÉCOLE PRIMAIRE MAAZOUZI AKLI LAKSEUR

L'enveloppe extérieure comportera trois autres enveloppes cachetées:

1- Première enveloppe: indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'offre nationale ouverte, ainsi que la mention «dossier de candidature», contenant les pièces suivantes:

01	Déclaration de candidature contenant toutes les informations, datées et signées.
02	Déclaration de probité contenant toutes les informations, datées et signées.
03	Copie de la qualification en "Bâtiment" catégorie Deux (02) ou plus comme activité principale en cours de validité le jour du dépôt.
04	Copie du Statut de l'entreprise concernée.
05	Une copie du certificat de dépôt légal des comptes sociaux des entreprises
06	Liste des moyens humains déclarés à la CNAS de l'année en cours, justifiés par les certificats de travail et les certificats d'affiliations à la CNAS, et Diplôme pour l'encadrement.
07	Liste du matériel, appuyée par (photocopies des cartes grises avec assurance en cours de validité, certificat de roulement provisoire en cours de validité) pour le matériel roulant, et le PV de constat de l'huissier de justice ou expert valable pour une année jusqu'au dépôt des offres.

2- deuxième enveloppe: indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'offre nationale ouverte, ainsi que la mention «l'offre technique», et contient les pièces suivantes:

01	Déclaration à souscrire contenant toutes les informations, datées et signées.
02	Cahier des charges contenant toutes les informations, datées, signées et cachetées, et portant à la dernière page la mention manuscrite «lu et accepté».
03	Le mémoire technique justificatif contient toutes les informations, datées, signées et cachetées.

Les offres présentées par un groupement de deux (02) ou plusieurs entrepreneurs associés devront répondre à l'offre.

a/ Le groupement désignera un responsable principal (chef de file) dont le nom et les attributions figureront sur le protocole d'accord notarié que le groupement devra fournir obligatoirement dans son offre. Suivant l'article 81 du décret présidentiel N° 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

b/ Le chef de file du groupement devra être qualifié dans les lots ci-dessus.

c/ Le chef de file, seul représentant du groupement vis-à-vis du service contractant, assumera toutes les responsabilités, recevra et appliquera les instructions du service contractant. L'exécution de l'ensemble du marché lui sera exclusivement confiée et les paiements seront effectués en son nom.

3-Troisième enveloppe: indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'offre nationale ouverte, ainsi que la mention «l'offre financière», et contient les pièces suivantes:

01	Lettre de soumission contenant toutes les informations, datées, signées et cachetées.
02	Le bordereau des prix unitaires (BPU) dûment rempli, daté, signé et cacheté.
03	Le devis quantitatif et estimatif (DQE) dûment rempli, daté, signé et cacheté.

- Les entreprises restent engagées par leurs offres pendant Trois (03) Mois à compter de la date d'ouverture des plis, dans le cas, où le service contractant n'est pas en mesure d'attribuer le marché et le notifier avant l'expiration du délai de validité des offres, il peut le proroger, après accord des soumissionnaires concernés, dans le cas de l'entreprise attributaire d'un marché public, le délai de validité des offres est prorogé systématiquement, d'un (01) mois supplémentaire.

- la date de dépôt des offres est fixée à **Dix (10) jours** à partir de la 1ère parution dans deux journaux nationaux et BOMOP, à partir de huit heure (08h00) du matin jusqu'à quatorze heure (14h00). Si ce jour coïncide avec une journée férié ou un jour de repos légal, cette date sera reportée au premier jour ouvrable suivant.

- la séance d'ouverture des plis à laquelle les soumissionnaires sont invités à assister, sera publique et aura lieu le jour correspondant à la date limite de dépôt des offres à quatorze heure (14h00) au siège de la commune de Tala ifacene "salle des réunions".

- le maître de l'ouvrage pourra prolonger exceptionnellement le délai de préparation des offres en cas de nécessité.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE AIN DEFLA
DAIRA DE BOUMEDFAA
COMMUNE DE BOUMEDFAA

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 02/2024

Le président de l'Assemblée Populaire Communale de Boumedfaa lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales pour la réalisation de projet suivant :

REABILITATION (REVETEMENT EN GAZON SYNTHETIQUE) POUR AIR DE JEUX A HAY TALAOUINE / BOUMEDFAA

Les entreprises intéressées ayant la qualification et la classification professionnelle d'activités

Principale en bâtiment (catégorie 02 et plus) + attestation de bonne exécution d'un projet similaire + diplôme ingénieur ou équivalence en bâtiment ou travaux public, peuvent retirer les cahiers des charges auprès de la commune de Bou-Medfaa contre paiement d'une somme de 4.000.00 DA au profit du trésorier intercommunal de boumedfaa.

Les offres seront accompagnées des pièces suivantes :

I- Le dossier de candidature :

1. La déclaration de candidature dûment remplie, signée, datée et cachetée par le soumissionnaire ;

2. La déclaration de probité dûment remplie, signée, datée et cachetée par le soumissionnaire ;

N.B- Restes des documents de dossier de candidature indiqués à l'article 05 (cahiers des charges) concernant les instructions des soumissionnaires

II- Offre technique :

01 - La déclaration à souscrire dûment remplie, datée, signée et cachetée par le soumissionnaire ;

02 - Le cahier des charges rempli, daté, signé et cacheté portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté » ;

03 - Un mémoire technique justificatif, rempli, daté, signé et cacheté par le soumissionnaire

04 - Délai avec planning des réalisations, signé, daté et cacheté, par le soumissionnaire

III- offre financière:

01- La lettre de soumission dûment remplie, datée, signée et cachetée par le soumissionnaire

02- Le bordereau des prix unitaires dûment soigneusement rempli en chiffre et en lettre signé, daté et cacheté par le soumissionnaire

03- Le détail quantitatif et estimatif dûment soigneusement rempli, daté et cacheté par le soumissionnaire

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » ou « offre financière », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, portant la mention

à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres - appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales n° 02/2024 ».

REABILITATION (REVETEMENT EN GAZON SYNTHETIQUE) POUR AIR DE JEUX A HAY TALAOUINE / BOUMEDFAA

les offres seront déposées au secrétariat général (bureau des marchés de la commune)

Et envoyer à Monsieur: le président de l'A.P.C. de BOUMEDFAA ,

Numéro d'identification fiscale (NIF) : (098444035115233)

La durée de préparation des offres est fixée à quinze (15) jours à compter de la date de la première publication de l'avis d'appel d'offres dans la presse (en langues arabe et étrangère) ou le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public(BOMOP) ou le portail des marchés publics.

La date et l'heure limite de dépôt des offres et la date jusqu'à treize (13) heures de matin (13 h :00mn) date et l'heure d'ouverture des plis des offres technique et financière correspondent au dernier jour de la durée de préparation des offres .

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prolongée jusqu'au jour ouvrable suivant

- les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant un délai de quatre vingt dix (90) jours à compter de la date de dépôt des offres.

- l'ouverture des plis du dossier de candidature, offres techniques et financières aura lieu au siège de la commune En séance publique à quatorze heures et quinze minutes après midi (14 :15) mn au jour même de dépôt.

- les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis.

L'EXPRESS DU 06/03/2024

ANEP : N° 2416007084

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'ALGER

CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE DE BIR MOURAD RAIS

COMMUNE DE DJASR KASANTINA

ANNULATION D'AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément à l'article N° 49 la loi N° 23-12 du 05 aout 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics, Conformément aux dispositions de l'Article n°73 du décret présidentiel N°15 /247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations des services publics

Le président de l'Assemblée Populaire Communale
de Djasr Kasantina

(le service contractant dont le N° du NIF : 098416269000132)

Informe les entreprises intéressées par l'objet de l'avis d'attribution provisoire de l'avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacité minimale N°10/2023 apparu sur les quotidiens nationaux « L'EXPRESS » le 17/01/2024 et « صوت الأحرار » le 17/01/2024 et le " BOMOP que l'attribution provisoire de lot N°01 relatif au projet sous cité :

Objet :

Travaux de réalisation des réseaux d'assainissement à travers la commune repartit en deux (02) lots séparés comme suit :

Lot N° 01 : Réalisation d'un réseau d'assainissement à la cité 2540 logements ilot A28 Djasr Kasantina

L'EXPRESS DU 06/03/2024

ANEP : N° 2416006899

L'EXPRESS DU 06/03/2024

ANEP : N° 2416006994

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Elon Musk attaque OpenAI

Elon Musk a intenté un procès contre OpenAI, la société propriétaire de ChatGPT, ainsi que ses cofondateurs, Sam Altman (PDG) et Greg Brockman. La raison ? L'homme le plus riche du monde, qui a investi plus de 40 millions d'euros dans OpenAI, allègue que celle-ci n'a pas respecté les engagements initiaux, à savoir développer une Intelligence artificielle pour le bénéfice de l'humanité et non pour générer des profits privés. Il suggère également que la start-up est « de facto une filiale » de Microsoft et que la relation étroite de l'entreprise avec Microsoft a compromis sa mission initiale. De son côté, OpenAI « désapprouve catégoriquement » la démarche d'Elon Musk contre l'entreprise, selon une note interne. Le directeur de la stratégie d'OpenAI, Jason Kwon affirme que les allégations du milliardaire « pourraient découler des regrets d'Elon de ne pas être impliqué dans l'entreprise aujourd'hui », selon une copie de la note obtenue par Bloomberg News. Kwon a souligné dans la note que la mission de l'entreprise « est de garantir que l'AGI profite à toute l'humanité », utilisant un terme qui fait référence à un logiciel théoriquement capable d'accomplir une large gamme de tâches mieux qu'un humain. Kwon a également déclaré qu'OpenAI est indépendant et concurrent direct de Microsoft.

In Télé Satellite

ENVIRONNEMENT

Le site MOOC Conservation lance les cours pour 2024

Dans le but d'aider l'Afrique à disposer de professionnels de la conservation, une plateforme du UICN-PAPACO propose des cours en ligne. Les cours, dans divers domaines, veulent aider le continent à élaborer des programmes de développement qui ne portent pas atteinte à l'environnement. Le site MOOC Conservation, une plateforme de cours en ligne sur la conservation de la nature, a ouvert le 5 février dernier, près d'une dizaine de formations en ligne certifiantes. Les formations gratuites sont ouvertes à tous les acteurs passionnés par la conservation de la nature. Les formations couvrent entre autres les domaines de la gestion des aires protégées en Afrique, l'application des lois, la conservation des espèces, la valorisation des aires, les nouvelles technologies, et enfin un cours sur le suivi écologique. Pour cette première session de formation de l'année 2024, les formations resteront ouvertes jusqu'au mois de juin. Les participants peuvent les suivre à leur rythme. Cependant, ils doivent s'assurer de couvrir au moins 75% des exigences de la formation pour recevoir l'attestation finale. Les spécificités varient selon les formations. Chacune d'entre elles est accompagnée d'un tutoriel, de vidéos, d'une boîte à outil pour acquérir des compétences plus pratiques dans certains domaines abordés. Le site MOOC Conservation est développé par le Programme aires protégées d'Afrique et conservation de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN-PAPACO). Celui-ci a pour objectif de militer en faveur de la protection de l'environnement, en particulier des aires protégées. Il est question d'intégrer la gestion et la protection de ces dernières dans les ambitions de développement en Afrique.

In Agence Ecofin

ÉTUDIANTS ÉTRANGERS

Les universités britanniques tirent la sonnette d'alarme

Les inscriptions d'étudiants étrangers en troisième cycle enregistrent une chute spectaculaire. La faute aux dernières restrictions sur les visas étudiants imposées par le gouvernement de Rishi Sunak, pointe la presse britannique.

C'est un nouveau coup dur pour les universités britanniques : selon les derniers chiffres connus, les inscriptions d'étudiants étrangers en troisième cycle sont en forte baisse par rapport à l'année 2023. Une chute qui donne un "premier aperçu" de l'impact de la hausse du coût des visas étudiants décidée en 2023 ainsi que des dernières mesures visant à réduire l'immigration, qui touchent notamment les étudiants étrangers inscrits en master, explique le Financial Times.

"Les chiffres d'Enrolly, la plateforme qui traite un tiers des inscriptions, laissent apparaître une baisse de 37 % du nombre des inscriptions d'étudiants internationaux en troisième cycle en janvier 2024 par rapport à l'année dernière, rapporte le quotidien économique. De quoi susciter de nouvelles alertes sur la santé financière de l'enseignement supérieur." Pour Vivienne Stern, directrice d'Universities UK, qui représente les universités britanniques, ces données brossent un tableau "sombre et préoccupant" pour l'ensemble du secteur. "Elles confirment une fois de plus que les réformes du gouvernement ont d'ores et déjà un impact significatif. Nous courons désormais un risque sérieux de correction excessive."

Alors que le nombre d'étudiants européens présents dans les universités bri-



tanniques avait diminué de moitié en 2022, un tiers des établissements britanniques signalent désormais une baisse des demandes d'inscription de la part d'étudiants non européens.

Depuis le 1er janvier dernier, les étudiants internationaux inscrits en master n'ont plus la possibilité de faire venir des membres de leur famille au Royaume-Uni, rappelle The Guardian. En outre, le gouvernement de Rishi Sunak menace de remettre en question des conditions d'attribution du visa post-études, qui permet aux titulaires d'un master ou d'un docto-

rat de travailler dans le pays pendant deux ans (ou trois ans pour les titulaires d'un doctorat). Faute de financements publics suffisants, les universités britanniques sont devenues de plus en plus dépendantes, ces dernières années, des frais de scolarité élevés acquittés par les étudiants internationaux. "Si le gouvernement met à exécution ses projets, il nuira à la santé financière des villes universitaires et à celle de nombreuses universités", avertit Vivienne Stern dans le Guardian.

In Courrier International

TOUT EN VOTANT POUR UN 13^E MOIS DE PENSION**Les Suisses s'opposent à la retraite à 66 ans**

D'après les estimations quasi définitives, la population suisse s'est opposée à 75% à un relèvement de l'âge de départ à la retraite à 66 ans. La population était appelée à se prononcer, ce dimanche 3 mars, sur deux propositions cruciales, dans un pays où la population vieillissante est confrontée à un coût de la vie en hausse. Les Suisses ont voté contre le relèvement de l'âge du départ à la retraite à 66 ans, mais pour un 13^e mois de pension, selon les résultats quasi définitifs de la consultation.

La proposition visant à relever progressivement l'âge de départ à la retraite de 65 à 66 ans a été rejetée à près de 75%, selon les projections réalisées par les médias suisses Le Temps et la RTS.

À l'inverse, la proposition en faveur d'un 13^e mois de retraite a recueilli 58,2% des voix dans le pays, selon des résultats provisoires, mais quasi définitifs, qui montrent également qu'elle a remporté une

majorité des suffrages dans plus de la moitié des 26 cantons suisses, condition pour être adoptée.

Les pensions mensuelles de la sécurité sociale suisse sont plafonnées à 2.450 francs suisses (2.570 euros) pour une personne seule et à 3.675 francs pour un couple marié, dans un pays régulièrement classé parmi les plus chers du monde. En ville, le loyer d'un appartement de trois pièces s'élève à au moins 3.000 francs (3.150 euros). Un café coûte plus de cinq francs.

Le Liechtenstein voisin, autre pays cher qui utilise le franc suisse, a mis en place un système similaire de 13^e mois il y a plusieurs années. "Il y a, comme partout, une crise de pouvoir d'achat en Suisse. Le niveau de vie des retraités s'érode", explique à l'AFP Pierre-Yves Maillard, président de la Fédération syndicale suisse (SGB) qui a milité pour le "oui". Jakob Hauri, un retraité cité par la campagne du

"oui", est du même avis : "Le coût de la vie monte en flèche", et la caisse de retraite, "censée garantir le minimum vital, ne suit pas".

Le gouvernement a affirmé que l'augmentation proposée coûterait plus de quatre milliards de francs suisses par an, avertissant qu'elle nécessiterait des augmentations d'impôts et pourrait menacer la stabilité financière du système de sécurité sociale. Il a également estimé que le changement proposé, pour tous les retraités quelle que soit leur situation financière, n'apporterait qu'un bénéfice social limité.

Ce vote intervient moins de deux ans après que les électeurs suisses ont décidé, de justesse, de relever l'âge de la retraite des femmes de 64 à 65 ans, comme pour les hommes. La plupart des gens votent à l'avance lors des votations régulièrement organisées dans le pays.

In Agence

SELON LA REVUE THE LANCET

Plus d'un milliard de personnes sont obèses dans le monde

Selon une étude internationale, le taux d'obésité a plus que doublé chez les adultes en 32 ans, et quadruplé chez les enfants. Les femmes représentent la majeure partie des adultes touchés, mais c'est chez les hommes que la tendance a progressé le plus vite. L'épidémie mondiale d'obésité poursuit sa hausse vertigineuse. En à peine plus de trente ans, le taux d'obésité à travers le monde a plus que

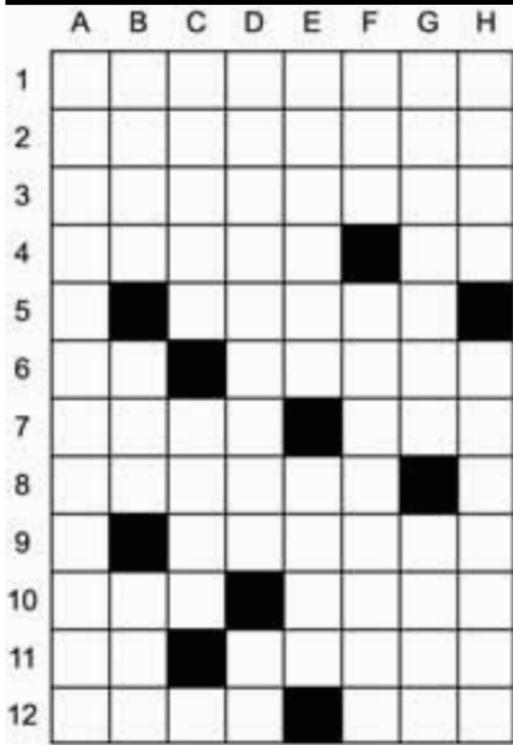
doublé pour les adultes, et quadruplé parmi les enfants et les adolescents. Plus d'un milliard de personnes sont aujourd'hui obèses, soit une sur huit. Tel est le principal résultat d'une vaste étude publiée par The Lancet, vendredi 1^{er} mars, trois jours avant la Journée mondiale de l'obésité, une pathologie associée à de nombreuses complications (diabète de type 2, maladies cardiaques,

hypertension artérielle, cancers...) et qui, avec le surpoids, est la cinquième cause de décès dans le monde. D'après le journal scientifique britannique, 879 millions d'adultes et 159 millions d'enfants et adolescents étaient obèses en 2022 ; en 1990, ils étaient respectivement 195 millions et 31 millions. Les femmes représentent la majeure partie des adultes touchés (504 mil-

lions, soit 57 %), mais c'est chez les hommes que la tendance a progressé le plus vite en trente ans : pour eux, la prévalence a quasiment triplé, tandis qu'elle a doublé chez les femmes. Chez les enfants, l'obésité touche surtout les garçons (94 millions, soit 59 %) et la hausse de la prévalence est comparable entre les sexes - facteur 4 pour les filles et 4,4 pour les garçons.

In Le Monde

Mots Croisés



VERTICALEMENT

- A. Ville des Foyalais.
- B. Un bouquet à la limite. Égypte d'antan. Arrose Béziers.
- C. Blanc comme neige. N'eus pas froid aux yeux.
- D. Qui touchent. Forme le pronominal.
- E. Elle était d'or pour Jason. Prouve qu'il y a eu acquittement.
- F. Bagarre. Courantes.
- G. Bien dressées. Célébra.
- H. Il faut avoir des cors pour crier comme cela. Sucré et salé.

HORIZONTALEMENT

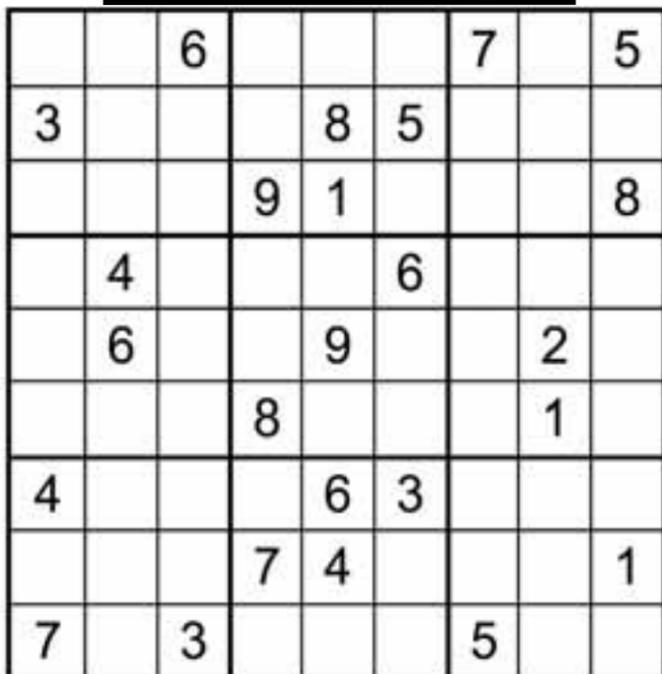
- 1. Papillonner de l'une à l'autre.
- 2. D'une grande éloquence.
- 3. Inflige une correction.
- 4. Citrons et poires. Sentier couru.
- 5. Nettoyé par le tisserand.
- 6. Désinence verbale. Petites baies salées.
- 7. Un jeune qui ralle. Charlotte, Caroline et Virginie réunies.
- 8. Espèce de malotru !
- 9. Cloporte d'eau douce.
- 10. Pas à eux. Sa tête est frappée.
- 11. Chrome. Elle mouille la chemise.
- 12. Cours de Saragosse. On le trouve entre deux portes.

LES MOTS FLÉCHÉS

ABAT-TEMENT	BONNE MINE	EXPRIMER SA PEINE	CÉLÉBRAS	BOÎTES PROTÉCTRICES	DAME DES PRU-NEAUX...
DÉROULEMENT D'UN FILM	MACHINE AGRICOLE	FUME, C'EST DU BACON	DU BLÉ POUR LA ROULETTE	BIEN VISIBLE	ILS ESPÈRENT DEVENIR LES HEU-REUX ÉLUS
DÉSAS-TREUSE					
RÉGLAGE HARMO-NIEUX					
CÂLINS, AFFEC-TUEUX				EUT TROP CHAUD	
MONNAIE ROUMAINE					IL VAUT 3,14...
					AVANT TER
IL EST FAUCHÉ LORS DE LA MOISSON	TEL UN CAFÉ GLACÉ À LA CRÈME				IL LE FACE À LA ROCHELLE
					PASCAL
UN TYPE ASSEZ PO-PULAIRE	RELEVÉE, ÉPICÉE				BOUCHE DES OISEAUX
		LES BASSES EAUX PAS TOUS (LES)	PRIS D'UN INTÉRÊT PAS-SIONNÉ	DANS UN ÉTAT DELIRANT	NOTE DANS LA MARGE EN ABRÉGÉ
PETITE LARME			SUCOTER		PAS DIT
EN BOUT DE QUEUE				PARFUM	
				ÇA FILTRE SOUS LA PORTE	
CARCASSE D'UN ÊTRE HUMAIN					
CITÉ DES DIOIS					
		AUTRE-MENT DIT GAÏA		SON ARRIVÉE SE FÊTE DANS LA JOÏE	
CONFIE-RAIT À LA TERRE					



SIDOKU



1 2 3 4 5 6 7 8 9

MOTS MÊLÉS

ABORDAGE AGENT ANGLE APPROCHE APSIDE AUTEL BEAU CELLIER CHAI CHER
 CLAIR CROYANCE DICTATURE DIEU DUNE ELFE ESQUILLE FACTRICE FICHU
 FLOREAL HARANGUE INVITE MAORI PATRIE PILLARD PITEUSE POUPE VOEU
 ZONE

E	D	E	A	E	F	E	M	P	U	L	A
H	R	C	R	P	S	L	U	A	E	B	I
C	A	I	R	U	S	Q	O	T	O	N	R
O	L	R	E	O	T	I	U	R	V	R	E
R	L	T	A	P	Y	A	D	I	E	U	I
P	I	C	N	N	R	A	T	E	L	A	L
P	P	A	G	E	G	E	N	C	H	L	L
A	E	F	L	E	G	U	H	C	I	F	E
Z	O	N	E	C	D	A	E	C	E	D	C

16



- Alger 20°
- Ouargla 15°
- Oran 18°
- Constantine 19°

FADJR 05:51	DOHR 13:01	ASR 16:11	MAGHREB 18:38	ISHA 20:01
----------------	---------------	--------------	------------------	---------------

MCA : SIX MATCHS DE SUSPENSION DONT DEUX AVEC SURSIS POUR BELAILI



Le milieu de terrain du MC Alger a écopé de six matchs de suspension

dont deux avec sursis, a indiqué la Ligue de football professionnel (LFP) dans un communiqué. Youcef Belaili sera ainsi absent des terrains durant les quatre prochaines journées. La commission de discipline de la Ligue de football professionnel (LFP) s'est réunie lundi, pour statuer sur les affaires des rencontres de la 19^e journée du championnat de la Ligue 1, disputées les vendredi 01 et samedi 02 mars dernier. Le milieu de terrain du MC Alger, expulsé durant la rencontre disputée par son club à Sétif face à

l'ESS, et remportée par l'Aigle noir sur le score d'un but à zéro, pour cumul de cartons, a écopé de six matchs de suspension dont deux avec sursis, a rapporté la LFP dans un communiqué. La sanction est relative à « contestation de décision et comportement antisportif envers un officiel de match suivi d'un geste obscène envers le public ». Il devra, en outre, s'acquitter d'une amende de 100 000 dinars. « En cas de récidive, la suspension sera doublée », a averti la commission de discipline.

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // MERCREDI 6 MARS 2024 // N°764 // PRIX 20 DA

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

L'Algérie en a fait une priorité absolue et accru ses efforts

La présidente de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, Salima Mousserati, a souligné que l'Algérie restera toujours disponible pour coopérer et soutenir les pays africains dans le domaine de la lutte contre la corruption.



Les travaux de la 12^e réunion du Comité exécutif de l'Association des autorités anti-corruption d'Afrique (AAACA), ont débuté ce mardi à Alger sous la présidence de Salima Mousserati, présidente de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption. Organisée suite à l'adhésion de l'organisation algérienne à l'AAACA, en tant que membre du Comité exécutif de l'association, représentant la région Afrique du Nord, cette rencontre qui s'inscrit dans le cadre des efforts consentis par l'Algérie en matière de prévention et de lutte contre la corruption aux niveaux national et inter-

national, poursuit comme ambition le renforcement et l'intensification de la coordination et de la coopération entre les pays africains en matière de lutte contre la corruption, dans le cadre de la Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption et de la Convention des Nations Unies contre la corruption. Dans son discours inaugural prononcé à cette occasion, Salima Mousserati a souligné l'importance de l'organisation et de la tenue de telles rencontres pour consolider et raffermir les consultations et le travail commun entre les pays africains au niveau des

différentes structures liées à la lutte contre la corruption. Elle a déclaré en substance que le progrès et le bien-être des populations africaines ne peuvent s'accommoder avec la corruption et que la stratégie anticorruption africaine ne peut réussir sans une bonne coordination et sans une étroite coopération entre les pays africains. Elle a estimé que les pays africains ont connu, ces dernières années, une amélioration notable dans le domaine de la lutte contre la corruption en raison justement des mesures et actions engagées à cet égard. Concernant l'objet des travaux de cette 12^e réunion,

elle a précisé que la rencontre abordera notamment certains points liés au plan stratégique de l'association pour la période 2024-2028. Rappelant que l'Algérie restera toujours disponible pour coopérer et soutenir les pays africains dans le domaine de la lutte contre la corruption, Salima Mousserati a exprimé son souhait de voir les conclusions de cette rencontre apporter un plus dans le renforcement des bases de travail commun entre les différentes institutions africaines de lutte contre la corruption.

Boualem B.

ASTRAZENECA LANCE LA PRODUCTION DE CINQ MÉDICAMENTS EN ALGÉRIE

L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE RÉALISE D'ÉNORMES PROGRÈS

Le groupe pharmaceutique anglo-suédois AstraZeneca a annoncé, hier, le lancement de la production de cinq médicaments innovants pour le traitement du diabète de type 2, du cancer, de la bronchopneumopathie chronique obstructive (BPCO) et des maladies gastro-intestinales et cardiaques. Dans son intervention lors d'une conférence tenue à l'hôtel Sofitel, l'ambassadeur du Royaume-Uni, Mme Sharon Wardlena, a fait savoir que l'Algérie et son pays comptent renforcer les partenariats économiques. Elle a souligné qu'une rencontre, lundi dernier, avec le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a mis l'accent sur l'importance d'améliorer l'accès aux médicaments innovants.

«Le Royaume-Uni ambitionne de renforcer sa présence en Algérie à travers des partenariats gagnant-gagnant», a-t-elle déclaré. Pour l'ambassadeur de Suède, Björn Häggmark, l'entrée en production de ces cinq médicaments sera un tournant important pour le secteur pharmaceutique algérien. «Les relations économiques entre nos deux pays seront renforcées par d'autres partenariats dans le domaine économique», a-t-il indiqué.

Le président de la région Proche-Orient et Maghreb chez AstraZeneca, Rami Scandar, a souligné que l'Algérie devient le premier pays de la région Moyen-Orient et Afrique à fabriquer le médicament phare d'AstraZeneca pour le traitement du diabète. «Un plan ambitieux d'expansion et de localisation permettra la fabrication de cinq médicaments phares d'AstraZeneca en Algérie au cours des cinq prochaines années», a-t-il précisé.

R.E.

ELLE PREND PART À LA BOURSE INTERNATIONALE DU TOURISME DE BERLIN

L'Algérie fait la promotion de ses atouts touristiques

La 55^e édition de la Bourse internationale du tourisme (ITB) de Berlin (Allemagne) a ouvert hier ses portes. L'Office national du tourisme (ONT) et un groupe d'opérateurs touristiques nationaux de différentes régions du pays y prennent part. L'Algérie «participe à cet événement depuis des années, eu égard à son importance et à l'attrait du marché touristique allemand, premier pourvoyeur de touristes au monde avec une moyenne de 100 millions de touristes par an », selon la même source.

« Les touristes allemands préférant les destinations ensoleillées comme l'Algérie en hiver, les professionnels et les représentants du secteur veillent, à travers leur participation à cet événement, à mettre en valeur cet atout et à promouvoir la destination Algérie », ajoute le communiqué. Afin d'assurer une participation optimale à cet événement de trois jours, « un espace a été réservé au stand algérien, vitrine de notre patrimoine architectural et culturel, pour permettre à nos opérateurs de

promouvoir et de commercialiser nos produits touristiques et de tenir des rencontres de travail avec différents opérateurs touristiques étrangers ». Ce rendez-vous sera l'occasion pour les participants d'« intensifier leurs contacts avec les opérateurs touristiques étrangers », mais aussi de « promouvoir l'image touristique de l'Algérie auprès des médias présents ».

« Il sera également question de proposer et de distribuer des supports promotionnels en anglais aux visiteurs pour leur

faire connaître les caractéristiques et les atouts de la destination Algérie », selon la même source.

Les opérateurs algériens participeront à plusieurs rencontres et tables rondes programmées en marge de l'événement, « portant sur des thèmes liés au tourisme, aux défis à relever et aux nouvelles techniques en matière de commercialisation et de promotion touristique ». La Bourse internationale du tourisme de Berlin, organisée au mois de mars depuis 1966, est la première exposition tou-

ristique spécialisée dans le monde.

La manifestation a vu, l'année dernière, « la participation de 10 000 exposants de 161 pays, qui ont présenté leurs offres et services à plus de 50 000 visiteurs ».

Cette édition verra la participation de plus de 9 000 exposants et devrait attirer plus de 120 000 visiteurs de plusieurs pays. Plus de 7 000 représentants des médias seront également présents, conclut le communiqué.

R.N.